

Jean Eimar

# Ces bras cassés qui nous gouvernent. Fatalité ?



*éditeur*



**à vous**

toutes celles et tous ceux

qui font avancer les choses

faisant fi du trop facile « que voulez-vous qu'on fasse ? »



# Sommaire

## Première partie

Bienvenue dans « le nouveau monde »

## Seconde partie

Fake news, l'arroseur arrosé

### Chapitre 1 - Vous avez dit transition énergétique ?

Une déclaration (d)étonnante

Alerte

### Chapitre 2 - Le nucléaire, un ami qui nous veut du bien ?

Fiable et sûr, le nucléaire ?

Bon marché, le nucléaire ?

Indépendance, par le nucléaire ?

Propre, le nucléaire ?

Ce nucléaire, une fameuse fake news !

### Chapitre 3 - Sortir du nucléaire certes, mais le peut-on ?

En sortir, des démonstrations plus prometteuses l'une que l'autre

Un verrou majeur a sauté

Chez eux, c'est en marche

En marche à vitesse grand v

Le nucléaire a vécu, dépassé

### Chapitre 4 - Mais alors, qu'est-ce qu'on attend ?

Un frein puissant : les adorateurs de l'atome

Une France qui loupe le train

Y aurait-il une volonté politique délibérée ?

Comment s'en sortir ?

### Chapitre 5 - La fake news atomique par excellence

## Troisième partie

Les déchets-poisons du nucléaire

### Chapitre 1 - Retour vers le fu...bure

Bras cassés, un mal de longue date

Obsédés par le trou de Bure

### Chapitre 2 - Bure : « zone de non droit », mais que fait l'Etat ?

### Chapitre 3 - « En même temps », que mettre à exécution ?

## Dernière partie

Et pourtant, les temps changent

### Chapitre 1 - Nouveau monde ?

### Chapitre 2 - Ont-ils conscience que les temps changent ?

### Chapitre 3 - Ils s'accrochent, mais il n'y a pas de fatalité



## **Première partie**

### **Bienvenue dans le « nouveau monde »**

Quel choc !

2017 : voilà bien une année qui a ébranlé les certitudes politiques et le ronronnement électoral.

Avant les différentes élections (présidentielles, législatives, sénatoriales), les partis dits « de gouvernement » s'étant discrédités, une question obsédait. Allait-on voir l'extrême droite accéder au pouvoir, tant elle prenait de l'ascendant au fil du temps ? Allait-on voir la France basculer, en réalité bien moins par adhésion du peuple qu'en réaction à la médiocrité, la platitude, du personnel politique ?

Le personnel politique ! Quinze années plus tôt, l'épisode du 21 avril 2002 voyait le FN qualifié pour le second tour des présidentielles. Sidération suivie du tocsin. Electeurs et électrices, de droite, de gauche, de partout, étaient sommés de faire barrage, devaient voter Chirac. La prise en otage donna les résultats escomptés, mais pour quels lendemains ! Au président quasi amorphe succédait un « agité », puis un « capitaine de pédalo » pour, en définitive, quelle évolution - positive - dans la vie de l'immense majorité des Français ? En parallèle, chaque soirée d'élection (européenne, régionale, départementale, municipale) constatait inexorablement la montée du FN avec, en écho, la contrition des politiques qui, blêmes et main sur le cœur, ânonnaient qu'ils allaient tenir compte de ces coups de semonce, et donc gouverner différemment. Mais, chassez le naturel...

L'aveuglement régnait. Quand le personnel politique assurait que la grande majorité des élus était honnête, le peuple, lui, n'en voyait pas moins combien les baronnies locales s'enkystaient (avec une loi limitant le cumul des mandats mais pas les pouvoirs pervers), combien les scandales sidérants s'empilaient (financiers, sanitaires, morts suspectes, etc), combien on en était arrivé à une démocratie « canada dry », avec les apparences mais rien que les apparences. Le feu couvait, l'indignation était prégnante, l'aspiration à « autre chose » se confirmait début 2017 par une série de sondages démontrant une confiance au plus bas envers la classe politique.

En France, l'ancien monde craquait de partout et le déagisme si longtemps contenu portait le candidat Macron à la fonction suprême le 7 mai. Le « nouveau monde » était proclamé par le vainqueur et on allait voir ce qu'on allait voir.

Justement, ce nouveau monde, quel est-il en réalité ? Car, que l'on ne s'y trompe pas, si le peuple de France s'est fait entendre en expédiant les vieux cadres au placard, ses aspirations restent bien réelles. Point de chèque en blanc non plus donné car, au-delà de l'élection du second tour, les chiffres parlent, par le nombre d'abstentions, de votes blancs, nuls et ceux en barrage au FN. Clamer que l'on n'est ni à droite ni à gauche suffit-il à faire une politique attendue, et à ouvrir un nouveau monde dans lequel se retrouveraient les Français ? En vérité, loin des discours pompeux et alambiqués, ces mêmes Français attendent tout simplement de leurs élus honnêteté et compétence.

Plongés que nous sommes, donc, dans le nouveau monde du président Macron, qu'en penser ? Pour le présent et l'avenir proche. Afin de s'en faire une idée précise, nous allons examiner comment se trouve gérée une thématique des plus emblématiques puisqu'elle touche chacune et chacun, avec des répercussions considérables dans les domaines politique, sociologique, économique, démocratique : l'énergie. L'énergie, à propos de laquelle l'équipe Macron s'est justement dévoilée fin 2017, au travers de deux annonces capitales par la voix du ministre Hulot.



## Seconde partie

### Fake news, l'arroseur arrosé

« Le pouvoir qui part en guerre contre les fake news, c'est comme le marchand de vin qui lutterait contre les poivrots du coin. En déclarant la chasse aux petits menteurs, le gros menteur se fait passer pour Zorro. Une vieille ruse pour faire gober les plus gros bobards. »  
(1)

(1) Rony Brauman et Daniel Mermet « Là-bas si j'y suis » du 7 février 2018

### Chapitre 1 - Vous avez dit « transition énergétique » ?

Sortie du conseil des ministres, 7 novembre 2017, les visages affichent gravité, crispation.

Face aux micros, le secrétaire d'Etat Nicolas Hulot lâche qu'il sera « difficile de tenir le calendrier » de la loi dite de transition énergétique, celle-ci affichant 2025 pour que la part du nucléaire soit ramenée de 75 % à 50 % dans la production électrique. Dans la journée, sollicité de toutes parts, il précisera travailler sur « l'échéance de 2030 ou 2035 ».

#### Une déclaration (d)étonnante

Branle-bas dans le pays, les uns se félicitant d'un réalisme bienvenu tandis que les autres dénoncent une dérobade, une nouvelle couleuvre ingurgitée. Une telle décision étant lourde de conséquences, nous y reviendrons, son analyse va nous permettre de jauger avec pertinence ceux qui nous gouvernent. En préambule, un avertissement. La simple évocation du mot nucléaire mettant en ébullition nombre d'esprits, ce qui va suivre s'adresse aux honnêtes gens, ceux qui veulent savoir et, pourquoi pas, aux dogmatiques de tous poils sous la seule condition qu'ils mettent là leur doxa, leurs croyances, leur foi de charbonnier entre parenthèses. Foin des opinions, des convictions, des fake news, uniquement des faits, pour aboutir à une compréhension de la réalité. Ceci posé, qu'en est-il, donc, de l'équipe actuelle, président et gouvernement ?

Le calendrier ne peut être tenu ! Première surprise : comment expliquer une trouvaille aussi tardive alors que la loi de transition énergétique remonte tout de même à plus de deux années (août 2015) et que son élaboration fut longue, donnant le temps à tous les arguments d'être intégrés dans les débats ? Et si le calendrier n'est pas tenable, de deux choses l'une : soit la loi fut faite en dépit du bon sens, soit il y eut manquement dans sa mise en application. Dans les deux cas, constat affligeant sur le sérieux de ceux qui gouvernent, parlementaires pour le suivi de la loi (députés et sénateurs) ou présidents-gouvernements pour sa mise en application.

Le calendrier ne peut être tenu ! Seconde surprise, avec le président Macron prenant le contre-pied du candidat Macron, celui-ci ayant clairement pris position durant la campagne présidentielle, face aux journalistes ainsi que sur le site internet de « En Marche ! » : « Nous réduirons notre dépendance à l'énergie nucléaire, avec l'objectif de 50% d'énergie nucléaire à l'horizon 2025. » (2) Méconnaissance du sujet, incompétence, promesse électorale, cynisme ? Mais alors, quelle différence par rapport à « l'ancien monde » ?

Le calendrier ne peut être tenu ! Autre surprise, de taille : voilà une équipe gouvernementale qui ne se conforme pas à la loi or, contrairement à l'arbitraire et à la dictature, ce qui garantit la démocratie c'est justement le respect de la loi, ce qui en fait un « Etat de droit » comme la France se prévalait jusqu'à présent.

Pour paraphraser Marcel Pagnol : « *La confiance c'est comme les allumettes, ça ne sert qu'une fois.* » Décrédibilisés, que vaut à présent la parole de ces gouvernants ? Quel poids peut avoir un président lorsque par exemple il enjoint à son ministre de l'intérieur : « *Il faut être ferme face aux occupations illégales du territoire et tout mettre en œuvre pour que l'Etat de droit soit respecté* » à propos des ZAD (zones à défendre) de Bure, Roybon et autres ? (3) Quelle crédibilité peut encore avoir le secrétaire d'état Sébastien Lecornu, justement en déplacement à Bure le 29 janvier 2018, lorsqu'il lance : « *Les oppositions qui ne seraient pas dans la légalité sont inacceptables* » ? (4)

Etranges « responsables », qui n'ont pas fini de nous surprendre.

Revenons au 7 novembre 2017 et l'assertion de Monsieur Hulot : le calendrier ne peut être tenu. On peut prendre parole de ministre pour argent comptant mais on peut aussi pousser plus loin en se demandant pourquoi diable une telle conclusion. Il se trouve que, une poignée d'heures avant la déclaration ministérielle, le « Réseau de transport d'électricité » (RTE) publiait une étude à la conclusion péremptoire : « *l'objectif des 50% de nucléaire dans la production d'électricité en 2025 conduit systématiquement à une augmentation des émissions de CO<sub>2</sub> du système électrique français* ». (5) Et, comme chacun sait, la chasse au CO<sub>2</sub> étant une cause sacrée (dans les discours), illico l'élément Hulot se voyait catapulté en voix de son maître.

(2) <https://en-marche.fr/emmanuel-macron/le-programme/environnement-et-transition-ecologique>

(3) Conseil des ministres du 31 janvier 2018 in Le Canard enchaîné du 7 février 2018

(4) <http://www.lcp.fr/afp/lecornu-au-futur-site-denfouissement-de-dechets-nucleaires>

(5) [https://www.francetvinfo.fr/societe/nucleaire/des-mesures-exceptionnelles-de-restriction-d-electricite-pourraient-etre-prises-cet-hiver\\_2456004.html](https://www.francetvinfo.fr/societe/nucleaire/des-mesures-exceptionnelles-de-restriction-d-electricite-pourraient-etre-prises-cet-hiver_2456004.html)

Communiqué de RTE du 7 novembre 2017 « RTE présente cinq scénarios possibles de transition énergétique » [http://www.rte-](http://www.rte-france.com/sites/default/files/20171107_cp_rte_5_scenarios_possibles_transition_energetique.pdf)

[france.com/sites/default/files/20171107\\_cp\\_rte\\_5\\_scenarios\\_possibles\\_transition\\_energetique.pdf](http://www.rte-france.com/sites/default/files/20171107_cp_rte_5_scenarios_possibles_transition_energetique.pdf)

## **AlERTE**

Là encore, tellement échaudés par le passé en de trop nombreux domaines, peut-on prendre pour parole d'évangile les allégations de RTE ? D'autant que si la société anonyme se dit indépendante d'EDF (à la suite d'un dépeçage imposé par l'Union Européenne), elle en reste néanmoins filiale à 100 %. Une EDF majoritairement détenue par l'Etat (à plus de 85 %) mais dont chacun sait qu'elle se comporte comme un état dans l'Etat et qu'elle voue une addiction persistante au nucléaire (6). RTE donc, de son « Bilan prévisionnel de l'équilibre offre-demande d'électricité » (7) a tiré cinq scénarios, scrutés par différents commentateurs (8) dont un ingénieur « passionné par l'énergie » (9) et au regard précisément de ce CO<sub>2</sub> qui empêcherait le fameux calendrier d'être tenu. Eléments principaux :

\* Une étude de RTE peu crédible, qui ignore d'importantes possibilités de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>

\* Le premier facteur sur lequel on peut agir, et très rapidement, est la consommation d'électricité dont près de 70 % se situent dans les bâtiments (résidentiel et tertiaire). Il y a là un potentiel d'économies considérable via le chauffage électrique (à bannir) et les usages spécifiques de l'électricité (éclairage, électroménager, audiovisuel, informatique, électronique), à la fois par le biais des comportements d'usage et d'achat d'équipements plus efficaces, avec à la clé la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>. Curieusement, alors que le compteur Linky est annoncé permettre de privilégier certaines consommations importantes lorsque le courant est peu carboné, il n'est pas cité dans les analyses de RTE. De même pour les voitures électriques, que les scénarios chiffrent par millions, mais dont les scénarios oublient de prendre en compte le gain en CO<sub>2</sub> rejeté. Autre oubli, le solaire thermique (eau chaude et chauffage) qui éviterait bien des rejets de CO<sub>2</sub>. Comment expliquer que l'Allemagne, déjà

fortement équipée, ait installé (2014) quatre fois plus de chauffe-eau solaires et cinquante quatre fois plus de chauffages solaires qu'en France ? Pourquoi aussi oublier totalement le développement rapide du chauffage aux granulés de bois, en substitution au chauffage électrique, qui évite de solliciter le réseau, particulièrement aux heures de pointe lorsque le courant est fortement chargé en CO<sub>2</sub> ?

\* Omission supplémentaire, le stockage de l'électricité, et donc son gain en émissions de CO<sub>2</sub>. Pendant les pointes de consommation, pour éviter d'avoir recours à des centrales au charbon ou au gaz, les « stations de transfert par pompage turbinage » (STEP) sont utilisées à travers le monde (pendant les périodes de grosse production électrique, l'eau est remontée par pompage d'un bassin inférieur à un bassin supérieur). Or, dans le document RTE la technologie STEP n'est jamais citée. De même que n'est chiffrée aucune augmentation de notre capacité de ce stockage de masse, alors que la plupart des grands pays ont des projets en cours, que nous n'en avons aucun actuellement et qu'en utilisant simplement certains de nos barrages notre capacité de stockage pourrait être multipliée par 2,8 (10)

\* En surcapacité notoire, notre parc nucléaire produit une électricité qui est non pas stockée (ponctuellement) mais exportée. Ainsi sur les douze mois de juillet 2016 à juin 2017 le prix de vente moyen de notre électricité était de 40 euros le mégawatheure tandis que le prix moyen d'achat se montait à 56 euros (le mégawatheure). Ainsi, une partie de notre électricité excédentaire (peu chère) est vendue en grande quantité en Suisse, pour y être stockée, et on l'achète ensuite lors des heures de forte consommation... au prix fort. Et les scénarios de RTE affirment que « le système électrique français sera de plus en plus exportateur ». Est-ce bien intelligent ? Si l'on ajoute tout ce qui a intentionnellement été oublié pour éviter d'émettre du CO<sub>2</sub>, on comprend pourquoi la loi, son calendrier, sa décroissance nucléaire, ne pourraient être tenus.

Fichtre, et pourtant, affirme RTE, ce bilan fut « réalisé en concertation avec l'ensemble des acteurs (producteurs, fournisseurs, distributeurs d'électricité et de gaz, ONG, organisations professionnelles, universitaires et think-tanks, institutions) et élaboré à partir de 50 000 simulations ». Eh bé, tout ça pour ça !

En bilan : une annonce étonnante, basée sur une étude singulière. N'aurait-on pas affaire là à une big fake news, de celles qui justement hérissent le poil présidentiel ? L'arroseur arrosé.

A ce stade, on s'étonnera que depuis Nicolas Sarkozy président (11) (VRP du nucléaire, hâbleur qui partout vendait des centrales arlésiennes... jusqu'en Lybie) bien peu ont mis LA question fondamentale sur la place publique : pourquoi sortir du nucléaire (via une première diminution de 75% à 50 %) ? Doit-on sortir du nucléaire ?

(6) <https://www.romandie.com/news/Apres-Fessenheim-EDF-ne-souhaite-pas-fermer-d-autre-reacteur-avant-2029/885629.rom>

(7) <http://www.rte-france.com/fr/article/bilan-previsionnel>

(8) dont l'association spécialisée « Global Chance » : <http://www.global-chance.org/Commentaires-sur-les-scenarios-du-bilan-previsionnel-RTE-2017>

(9) <https://goo.gl/7d1Vvm> et <https://www.facebook.com/jeanlouis.gaby>

(10) <http://goo.gl/R11q7t>

(11) Interview au JDD - 30 avril 2016 : « *De deux choses l'une : soit les centrales sont dangereuses et, dans ce cas, la France comptant 58 réacteurs nucléaires, pourquoi fermer ceux de Fessenheim et pas les autres ? Soit ce n'est pas dangereux et, dans ce cas-là, pourquoi fermer Fessenheim ?* »

## Chapitre 2 - Le nucléaire, un ami qui nous veut du bien ?

Eh oui : doit-on sortir du nucléaire ? Autrement dit : y a-t-il nécessité ?

Pour y voir clair, interrogeons-nous au travers de prismes majeurs : fiabilité et sûreté, compétitivité, indépendance, propreté.

## Fiable et sûr, le nucléaire ?

C'était il y a longtemps, on a donc oublié. Avec frénésie, les tours de refroidissement proliféraient, en France particulièrement. Le nucléaire devenait roi. La complexité de cette technologie, et les risques liés, auraient pu arrêter net l'aventure mais, hormis les clairvoyants, le bon peuple était abreuvé d'une réclame (comme on disait alors) lénifiante. Le nucléaire allait apporter le confort, rendre heureux, riche, beau. Et puis, toutes les études statistiques le démontraient (on dirait aujourd'hui « modélisations ») : un accident sur un réacteur ne pouvait pas arriver.

Et un nom vint frapper les esprits, pas que les esprits d'ailleurs : Tchernobyl, le 26 avril 1986. Comment était-ce possible, on nous avait pourtant affirmé que... ? Là-bas aussi. Quelques mois avant le drame, l'ambassade d'URSS à Paris offrait à ses visiteurs un livre de propagande (11) dans lequel on pouvait lire : « *L'expérience accumulée en trente ans par l'Union soviétique dans l'exploitation des centrales nucléaires garantit la plus parfaite sécurité (...) En créant des systèmes de sécurité, les ingénieurs tiennent compte des accidents dont la probabilité est 1 sur 10 000 000* » (page 151). Du coup, avec le réacteur la confiance explosait, envers les gouvernants, les politiques, les organismes de sûreté. En outre, on croit savoir l'essentiel du pourquoi et des effets de cette catastrophe alors que l'enseignement capital a été oublié. Nous sommes passés (l'Europe entière) à deux doigts du pire (xx) grâce à l'abnégation d'êtres humains tout comme nous (dénommés « liquidateurs », terme abominable pour camoufler qu'ils ont été sacrifiés), dont trois d'entre eux, ingénieurs. (13) Avons-nous conscience que ce fut miracle d'y avoir échappé ?

(12) « Annuaire U.R.S.S.-86 » 274 pages

(13) <https://dailygeekshow.com/tchernobyl-catastrophe-nucleaire-heros-liquidateurs/>

Le cerveau humain possède la faculté d'oublier, oublier ce qui le dérange, ce qui l'angoisserait. De ce fait Tchernobyl devint un souvenir, un fantôme. Et puis, les responsables ne répétaient-ils pas à l'envie que ce désastre n'était dû qu'au système soviétique et ses impérities ? Que ça ne pouvait donc survenir ailleurs. Et patatras : 11 mars 2011, Fukushima. Panique chez les nucléocrates et nucléophiles de tous poils. Comment expliquer un tel événement - l'explosion de plusieurs réacteurs ! - dans un pays où la technologie est pourtant reine ? Rejeter la faute sur la nature (un séisme suivi d'un tsunami) n'a fait illusion qu'un moment. En réalité, l'opérateur de la centrale a cumulé les absurdités et l'inconscience : en ne tenant pas compte de l'histoire qui avait déjà connu de tels tsunامي géants, en construisant malgré tout ses réacteurs au niveau de la mer et non en hauteur (pour un gain financier), en plaçant les systèmes de refroidissement en zone inondable... La technologie nucléaire repose sur l'humain, et l'humain n'est pas fiable. Ni modeste : « *Jusqu'à maintenant, j'étais fier d'être ingénieur dans le nucléaire [à Fukushima] depuis plus de vingt ans et de pouvoir me porter garant de la sécurité de mes compatriotes.* » (14) On croit tout savoir du pourquoi et des effets de cette catastrophe, mais l'essentiel a été oublié. Face à l'apocalypse, resté dans la centrale avec un groupe de techniciens, le directeur (décédé d'un cancer depuis) prit une décision non inscrite dans les procédures d'urgence et, de plus, contraire aux ordres donnés par ses supérieurs depuis Tokyo : refroidir les cœurs de réacteurs à tout prix, et avec le seul élément qu'il avait à disposition, l'eau salée de l'océan tout proche (15). Opération de la dernière chance qui, avec le fait que la piscine du réacteur 4 resta intacte (ce qui évita aux combustibles usés de s'échauffer et de lancer une réaction en chaîne) et que les vents poussaient les panaches radioactifs vers l'océan, tout cela permit que Tokyo et ses 50 millions d'habitants ne soient pas évacués (40 % de la population du Japon). Le premier ministre de l'époque en a été si fortement marqué qu'il a perdu sa foi dans le nucléaire et sillonne le monde pour alerter : « *Le nucléaire se drape dans un mythe de la sécurité* » (16), « *Ce que je veux dire aux Français, c'est que le risque est énorme (...) S'il y a un accident dans une centrale nucléaire, vous risquez d'avoir un tiers de votre territoire, ou peut-être la moitié, qui devienne inutilisable, invivable pendant des dizaines d'années. Je crois que vous devez être*

conscients de cela, que vous devez sortir du nucléaire, consommer moins d'électricité et, surtout, faire confiance aux énergies renouvelables. Prenez conscience de ce risque, il est énorme. » (17) Du 12 au 16 mars 2018 il était en France, de Strasbourg à Flamanville (hot point du nucléaire français) en passant par Paris. (18) Avec Fukushima, là encore nous sommes passés à deux doigts du pire. Avons-nous conscience que ce fut miracle d'y avoir échappé ?

(14) « Journal d'apocalypse » livre témoignage de Philippe Nibelle - 2011

(15) <https://theconversation.com/7-ans-apres-fukushima-affaire-classee-93160>

(16) <http://www.letemps.ch/monde/2016/03/09/ancien-premier-ministre-japonais-nucleaire-se-drape-un-mythe-securite>

(17) [https://www.mediapart.fr/journal/international/160318/nucleaire-les-imparables-lecons-de-la-catastrophe-de-fukushima?page\\_article=1](https://www.mediapart.fr/journal/international/160318/nucleaire-les-imparables-lecons-de-la-catastrophe-de-fukushima?page_article=1)

(18) <http://www.leparisien.fr/environnement/fukushima-naoto-kan-le-repentini-du-nucleaire-en-tournee-en-france-11-03-2018-7602207.php>



A Futaba, préfecture de Fukushima, et dont le territoire hébergeait deux des six réacteurs. Sur le portique : « Le nucléaire, l'énergie pour un futur radieux »

Tchernobyl, Fukushima, mais également Forsmark, en Suède, où le 25 juillet 2006 un réacteur se met à l'arrêt et que les pompes de refroidissement ne font pas ce qui est attendu d'elles (19). La centrale de Forsmark était considérée comme l'une des plus sûres au monde. Là encore le monde « a eu chaud. »

Chez nous, ici en France, la centrale du Blayais en Gironde se retrouve sous les eaux par la tempête du 27 décembre 1999 (20). La digue de protection est submergée, alors qu'à plusieurs reprises l'autorité de sûreté avait sommé EDF, en vain, de la surélever. Une partie des pompes de refroidissement est noyée. L'heure est grave au point que le préfet envisage l'évacuation de Bordeaux (21). Là aussi on est passé à deux doigts du pire.

Citons encore la centrale de Saint-Laurent-des-eaux, sur les bords de la Loire, qui connut deux crises sérieuses au point de rejeter du plutonium (hautement toxique) tout en pratiquant une omerta des plus scandaleuses (22). Et encore Three Mile Island, Kychtym-Maïak...

(19) <http://www.sortirdunucleaire.org/Suede-Forsmark>

(20)

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Inondation\\_de\\_la\\_centrale\\_nucl%C3%A9aire\\_du\\_Blaysis\\_en\\_1999](https://fr.wikipedia.org/wiki/Inondation_de_la_centrale_nucl%C3%A9aire_du_Blaysis_en_1999)

(21) [http://www.lepoint.fr/societe/les-naufrages-du-blaysis-22-03-2011-1316282\\_23.php](http://www.lepoint.fr/societe/les-naufrages-du-blaysis-22-03-2011-1316282_23.php)

(22) [http://www.lemonde.fr/televisions-radio/article/2015/05/04/les-mensonges-du-nucleaire-francais\\_4627106\\_1655027.html](http://www.lemonde.fr/televisions-radio/article/2015/05/04/les-mensonges-du-nucleaire-francais_4627106_1655027.html)

On remarquera, avec sidération, un point commun entre cette multiplicité d'événements : on est passé à deux doigts du pire. Comme si les « responsables » répétaient en boucle la dramatique séquence de l'apprenti sorcier, tandis qu'un maître invisible répare leurs folies. Mais, dans le vrai monde, maître y a-t-il sur lequel compter ? Et à tirer sur la ficelle ne s'en va-t-elle pas finir par rompre, avec fracas ? D'autant que les centrales vieillissent. Ne serait-ce qu'en France, va-t-on profiter de ces alertes pour pousser les cocottes-minutes sur la case retraite, les mettre au rebut ? Pas du tout. EDF s'enferme dans un méga rafistolage, idiotement baptisé « grand carénage », pour prolonger les centrales séniles au-delà de 40, 50, voire 60 ans (!) et pour un coût astronomique annoncé de 100 milliards d'euros. Vous monteriez, vous, dans un avion qu'on pousse à bout, même en changeant une pièce de-ci de-là ?

Quand le patron de l'« Autorité de sûreté nucléaire » (ASN) annonce fin janvier 2018 que : « *la situation de la sûreté nucléaire et de la radioprotection est moins préoccupante* », il faut comprendre que moins pire qu'avant eh bien ça n'est pas rassurant du tout. Tout au contraire, les mises en garde se multiplient. Auteurs du récent livre « Nucléaire, danger immédiat », Thierry Gadault et Hugues Demeude témoignent : « *Ce que nous avons vu est catastrophique et très inquiétant, les autorités taisent la réalité de l'état du parc nucléaire français, dont la majeure partie des réacteurs s'apprête à dépasser les 40 ans.* » (23) Un documentaire diffusé sur Arte fin décembre « Sécurité nucléaire : le grand mensonge » d'Eric Guéret et Laure Noualhat révèle l'extrême vulnérabilité du parc nucléaire français face au risque terroriste et montre l'incapacité des industriels à nous protéger. (24) Au sein d'EDF même, des techniciens s'inquiètent d'une course au rendement et d'une perte des compétences (25). Comment ne pas craindre quand un des piliers de l'omnipotent lobby nucléaire, le « Corps des mines », reconnaît lui-même : « *Les probabilités d'accident nucléaire calculées dans les études probabilistes ne semblent pas coller avec les observations - Par exemple, un accident (INES > 4) tous les 50 000 an/réacteur (calcul) contre une fréquence observée d'un accident tous les 1500 an/réacteur* » (26)

(23) Ed Flammarion : <http://www.europe1.fr/societe/parc-nucleaire-francais-ce-que-nous-avons-vu-est-catastrophique-et-tres-inquietant-3565286>

(24) <https://www.arte.tv/fr/videos/067856-000-A/securite-nucleaire-le-grand-mensonge/> et <http://www.lcp.fr/la-politique-en-video/centrales-nucleaires-un-jour-je-crains-que-ce-ne-soit-pas-8-militants-de>

(25) <https://www.bastamag.net/C-est-incroyable-qu-on-n-ait-pas-encore-fondu-un-coeur-de-reacteur-des>

(26) [https://www.lexpress.fr/actualite/societe/environnement/nucleaire-greenpeace-denonce-le-monopole-du-lobby-x-mines\\_1270065.html](https://www.lexpress.fr/actualite/societe/environnement/nucleaire-greenpeace-denonce-le-monopole-du-lobby-x-mines_1270065.html)

Confiance ?

Présentée des lustres durant comme un « fleuron » industriel (et financier), la filière nucléaire française compte en son sein un maillon essentiel, une usine de fabrication de composants essentiels (cuves de réacteurs, générateurs de vapeur, etc), sise au Creusot et longtemps aux mains de Areva. Et patatras, voilà notre champion Areva pris la main dans le sac (et qui depuis a changé son nom, en Orano, pour tenter de faire oublier ses frasques). Un truc énorme, invraisemblable, inimaginable tant c'est gros. Les pièces sortaient des forges, qu'à cela ne tienne si elles étaient défectueuses les fiches de contrôle étaient falsifiées, tandis que les clients, EDF et d'autres à travers le monde, installaient ces éléments sur les réacteurs atomiques. Ahurissant ! Et l'« Autorité de sûreté nucléaire » (ASN), celle sur qui repose notre

assurance ? Voilà ce qu'elle répond par la voix de son surveillant en chef : « *Comment une telle fraude a-t-elle pu courir pendant près d'un demi-siècle, sans que ni des responsables de l'usine, ni le donneur d'ordre EDF, ni les pouvoirs publics, et enfin ni l'ASN, n'aient été en mesure de débusquer plus tôt la supercherie ?* » (27)

Comment expliquer qu'une entreprise auteure d'une escroquerie massive, aux conséquences possiblement dramatiques, s'en sorte comme si de rien n'était ? Comment comprendre que, via l'Etat, les dirigeants de cette Areva, la dame Lauvergeon en tête, ne soient ni judiciairement ni financièrement inquiétés ? Comment comprendre que l'ASN n'ait rien vu ? Comment comprendre que industrie nucléaire, organismes de contrôle, gouvernants, tous foncièrement déconsidérés, puissent encore sévir après un scandale d'une telle ampleur ? Une des réponses, celle de l'ASN, vaut son pesant de cacahuètes : « *Nous allons mettre en place un dispositif anti-fraude* » (27) avant de pousser cet aveu propre à atomiser la confiance dans le nucléaire cocorico : « *Auparavant, le principe des contrôles reposait sur la confiance. Aujourd'hui, ce n'est plus possible.* » (27) Triste ASN qui, au Creusot, s'est fait rouler dans la farine non seulement par Areva mais également par ArcelorMittal comme le révèle une nouvelle découverte en avril (28). Mais le ridicule et la stupéfaction semblent sans limite. « *Nous allons mettre en place un dispositif anti-fraude* » affirmait l'ASN, or avril vient de livrer un nouveau scandale dans le déjà piteux réacteur nucléaire EPR de Flamanville. Des dizaines et des dizaines de soudures, sur des tuyauteries soumises à forte pression si la machine fonctionne, n'ont pas la qualité voulue (29). Dangereux ça, et fort gênant quand l' « Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire » (IRSN), le technicien de l'ASN, assène que se conjuguent trois défaillances : des soudures mal réalisées, des contrôles de fabrication déficients et une surveillance par EDF trop tardive (30)... oubliant de souligner la faillite de l'ASN et de l'IRSN dans leur mission de contrôle, dans un domaine qui ne pardonne pas.

Dormez tranquilles braves gens, ont longtemps susurré les gouvernants à propos du nucléaire. Celles et ceux qui escomptaient sur le gendarme du nucléaire ASN pour dormir sur leurs deux oreilles savent à présent à quoi s'en tenir, tant sur la tenue du parc atomique national que sur le réacteur EPR de Flamanville (qui vient d'être autorisé à recevoir des pièces non conformes) ou encore avec le site d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure qui multiplie les tares, etc.

(27) <http://www.leparisien.fr/economie/surete-nucleaire-nous-allons-mettre-en-place-un-dispositif-anti-fraude-29-01-2018-7529892.php>

(28) <http://bfmbusiness.bfmtv.com/entreprise/au-creusot-arcelormittal-cumule-aussi-les-malfacons-1408528.html>

(29) [http://www.liberation.fr/france/2018/04/10/epr-de-flamanville-et-maintenant-un-probleme-de-plomberie\\_1642376](http://www.liberation.fr/france/2018/04/10/epr-de-flamanville-et-maintenant-un-probleme-de-plomberie_1642376)

(30) [http://www.lemonde.fr/planete/article/2018/04/12/epr-de-flamanville-l-autorite-de-surete-nucleaire-pointe-un-defaut-de-surveillance\\_5284559\\_3244.html](http://www.lemonde.fr/planete/article/2018/04/12/epr-de-flamanville-l-autorite-de-surete-nucleaire-pointe-un-defaut-de-surveillance_5284559_3244.html)

Confiance ?

Tout ceci n'empêche pas EDF de s'entêter dans son aveuglement en clamant que la sûreté nucléaire est sa « *priorité absolue* » (31), en réponse à une enquête dérangeante : « *EDF a fait une conférence de presse la semaine dernière sur son parc nucléaire, avec une langue de bois qui datait des années 1970. Le message c'était : circulez, tout va bien il n'y a rien à voir. Nous sommes allés voir et ce que nous avons vu est catastrophique et très inquiétant.* » (32) Une enquête qui dresse en effet « un bilan inquiétant de la sûreté nucléaire en France et [qui] dénonce l'attitude des autorités, complices d'une « culture du mensonge et de la dissimulation. » (33) Une politique du mensonge « depuis les années 60 » déjà dénoncée par un reportage de « Spécial investigation » en mai 2015 (34). Cependant, la coupe déborderait-elle ? Les temps seraient-ils en train de changer ? Le 31 janvier 2018, l'Assemblée nationale votait la mise en place d'une commission d'enquête sur « la sûreté et la sécurité » des installations nucléaires en France, avec pour mission de sortir de l'opacité (35). Sans préjuger des conclusions de cette commission, il sera sans doute utile de rappeler combien le Parlement (Assemblée nationale et Sénat) s'est jusqu'à présent déshonoré dans le

domaine nucléaire, par le contenu (et le pilotage) de rapports et par le noyautage de l'« Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques » (OPECST) par des Bataille, Birraux, Le Déaut, Sido, Longuet (36).

(31) [https://www.challenges.fr/finance-et-marche/edf-rappelle-que-la-surete-nucleaire-est-sa-priorite-absolue\\_565244?xtor=RSS-21](https://www.challenges.fr/finance-et-marche/edf-rappelle-que-la-surete-nucleaire-est-sa-priorite-absolue_565244?xtor=RSS-21)

(32) <http://www.europe1.fr/societe/parc-nucleaire-francais-ce-que-nous-avons-vu-est-catastrophique-et-tres-inquietant-3565286>

(33) <http://bfmbusiness.bfmtv.com/entreprise/l-autorite-de-surete-nucleaire-ment-elle-aux-francais-1366793.html>

(34) [http://www.lemonde.fr/televvisions-radio/article/2015/05/04/les-mensonges-du-nucleaire-francais\\_4627106\\_1655027.html](http://www.lemonde.fr/televvisions-radio/article/2015/05/04/les-mensonges-du-nucleaire-francais_4627106_1655027.html)

(35) [https://www.challenges.fr/top-news/bientot-une-commission-d-enquete-sur-la-surete-nucleaire\\_562679](https://www.challenges.fr/top-news/bientot-une-commission-d-enquete-sur-la-surete-nucleaire_562679)

[http://www.lemonde.fr/politique/article/2018/01/31/commission-d-enquete-sur-le-nucleaire-il-faut-sortir-de-l-opacite-explique-barbara-pompili\\_5249989\\_823448.html](http://www.lemonde.fr/politique/article/2018/01/31/commission-d-enquete-sur-le-nucleaire-il-faut-sortir-de-l-opacite-explique-barbara-pompili_5249989_823448.html)

(36) <https://www.agoravox.fr/actualites/environnement/article/le-nucleaire-pousse-ses-pions-19157>

Alors, fiable et sûr, le nucléaire ? Aux faits ci-dessus décrits, on ajoutera que si les « responsables », dans les années 70, ont vendu le nucléaire comme sûr, ils se dévoilent largement depuis, se préparant même à l'accident nucléaire : création d'un « Comité directeur pour la gestion de la phase post accidentelle » (CODIRPA), élargissement de la zone d'intervention (de 5 km à 20 km, et alors que Tchernobyl et Fukushima ont démontré le ridicule de telles limites), militarisation du pays, normes de radioactivité relevées pour les aliments, jusqu'au calcul du coût (exorbitant, de centaines de milliards d'euros à des milliers), découverte de nouveaux risques avec des centrales cibles idéales pour des terroristes, cyberterroristes et autres belligérants. Quant aux montants des assurances en cas de catastrophe nucléaire, sait-on qu'ils sont dérisoires, provoquant par exemple l'ire du Luxembourg voisin de la centrale française de Cattenom ?

Et on continue, on s'engue dans ce nucléaire. De quels atomes sont faits ces bras cassés qui nous gouvernent ?

### **Bon marché, le nucléaire ?**

Par le nucléaire, l'électricité va devenir si abondante qu'elle en sera quasi gratuite, prophétisait la réclame des années 60-70 à la suite de politiques tels le ministre Robert Galley : « *Le nucléaire c'est formidable, c'est la plus grande découverte de l'humanité... C'est propre et vous verrez que l'électricité sera gratuite en 2000 !* » (37) Chacun peut voir par ses factures le degré de l'imposture.

Aujourd'hui encore, la propagande affirme que le kilowatt n'est pas cher. Sous-entendu : grâce au nucléaire, qui entre de 70 à 80 % dans la production de l'électricité. Et l'honnêteté ? Qu'en serait-il du prix réel au public si étaient intégrées les sommes folles englouties dans la recherche, les subventions, les pertes et renflouement d'Areva (10 milliards d'euros), la dette d'EDF (brute de 75 milliards d'euros), le manque de provisions pour le démantèlement des installations et la gestion des déchets (38), etc ? Heureux Français dont l'électricité est l'une des moins chères d'Europe, sur sa facture, mais pauvre Français qui paie une seconde fois sans s'en rendre compte, par ses impôts en tant que contribuable.

Bon marché, le nucléaire ? Au vu de l'état financier pitoyable de nombre d'opérateurs à travers le monde, la réponse tombe d'elle-même. EDF, mi-décembre, confessait la non rentabilité du nucléaire en ne programmant : « *pas de nouveaux réacteurs sans recettes garanties* » (39). De plus, l'Europe (et notamment la France) produisant trop d'électricité, les cours chutent, au point que pour RTE : « *la capacité [nucléaire] doit descendre dans les prochaines années (...) sous peine de faire effondrer le prix de l'électricité pour cause de surproduction.* » (40) Les prix de vente s'érodent alors qu'au contraire les coûts de production

croissent (41). Le nucléaire, une électricité bon marché ? Edf qui construit deux réacteurs EPR en Grande Bretagne (Hinkley Point) va se voir obligée de vendre sa production à un prix plus du double que les cours du marché !

(37) <http://leglob-journal.fr/Mission-Granite-la-nuit-la-plus>

(38) <https://www.greenpeace.fr/asphyxie-par-le-nucleaire-le-groupe-edf-dans-la-tourmente/>

(39) <https://fr.reuters.com/article/companyNews/idFRL8N1OF2YJ7>

(40) [https://www.sciencesetavenir.fr/nature-environnement/developpement-durable/la-mutation-du-secteur-electrique-s-accelere\\_121274](https://www.sciencesetavenir.fr/nature-environnement/developpement-durable/la-mutation-du-secteur-electrique-s-accelere_121274)

(41) « La maintenance des centrales nucléaires : une politique remise à niveau, des incertitudes à lever » Rapport public annuel 2016 de la Cour des comptes - <http://www.lefigaro.fr/assets/maintenance.pdf>

### **Indépendance, par le nucléaire ?**

Voilà bien un idéal, l'indépendance énergétique. Car dépendre de tel ou tel pays pour son approvisionnement amène à se trouver soumis à des risques non maîtrisables : envolée des prix, rationnements, pressions politiques, etc. Or, avec le nucléaire et grâce au nucléaire - on nous le ressasse assez - la France serait indépendante. Malheureusement, c'est oublier un peu vite que l'atome ne produit que 42 % de la consommation d'énergie du pays (sont souvent confondues électricité et énergie), le reste dépendant du pétrole, du gaz, du charbon (tous provenant de l'étranger) et des énergies renouvelables. Seules celles-ci, pour 10 % environ, participent à l'indépendance du pays, étant produites sur le territoire national. Alors, le nucléaire qui apporterait sa part d'indépendance, réalité ? Ou fake news ? Regardons-y de plus près.

A quoi turbinent les centrales atomiques ? De quoi, de quel combustible se nourrissent-elles, sinon de l'uranium ? Un uranium extrait du sous-sol national à partir de 1976, par la Cogema (devenue Areva), au travers de deux cent dix mines concentrées dans les régions granitiques. Des mines ensuite abandonnées les unes après les autres, par trop faible teneur de minerai et non rentabilité, jusqu'à la dernière en 2001 en laissant le tout dans un état déplorable (42). Et depuis ? Adieu l'indépendance vantée puisque la totalité de l'uranium utilisé par le parc français provient de l'étranger, principalement de quatre pays dont le Niger où l'exploitation des mines se trouve entre les mains de... Areva. Si un soupçon de curiosité amène à découvrir, avec cette exploitation Areva au Niger, un bilan peu reluisant en termes de pauvreté, dégâts environnementaux et sanitaires (42), d'autres experts pointent du doigt l'engagement militaire de la France au Mali voisin, où nos gars risquent leur vie pas forcément pour la cause qu'on nous présente (43).

(42) <http://www.criirad.org/>

(43) [http://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/01/31/mines-d-uranium-la-france-n-a-pas-interet-a-ce-que-le-conflit-malien-s-etende-au-niger\\_1825026\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/01/31/mines-d-uranium-la-france-n-a-pas-interet-a-ce-que-le-conflit-malien-s-etende-au-niger_1825026_3212.html)

### **Propre, le nucléaire ?**

Dernière planche de salut de la filière nucléaire : le CO<sub>2</sub>. Et, contrairement aux ressources fossiles pétrole-charbon-gaz, le nucléaire n'émettrait pas de ce CO<sub>2</sub> honni. Une énergie décarbonée, voilà le message diffusé tous azimuts ces dernières années par les laudateurs de l'atome. Surprenant, car toute analyse qui se veut sérieuse regarde l'ensemble des données d'un problème. Sur le nucléaire, qui nous intéresse ici, une démarche honnête voudrait donc que l'on ne regarde pas uniquement un élément (le CO<sub>2</sub>) mais bien l'ensemble des effets (qui font l'objet de ce chapitre).

Ceci dit, en y regardant de plus près on découvre une énergie pas si vertueuse qu'elle le prétend. On focalise notre regard sur un réacteur qui, en fonctionnement, émettrait peu de CO<sub>2</sub>. Or il y a nécessité d'examiner l'ensemble du contexte, et le réacteur n'est qu'un des maillons d'une industrie complexe, depuis l'extraction du minerai d'uranium jusqu'au démantèlement des installations et la gestion des déchets. Toutes étapes qui, elles, émettent



pauvre public n'y comprend plus grand chose : TFA, FAVC, MAVC, FAVL, MAVL, HAVL (F pour faible, C pour courte, M pour moyenne, L pour longue, H pour haute) et d'autres encore à venir.

Y a-t-il lieu de s'inquiéter de ces déchets ? Réponse rassurante du côté des officiels : ils ne représentent que deux kilogrammes par an et par habitant, et pour les plus nocifs ils tiennent tous dans une piscine olympique. L'art de présenter les choses. Deux kilo par an et par habitant, une ridicule petite boîte, guère plus grosse qu'une boîte de conserve, pensez donc. Rassurant sauf que, de ces boîtes, il s'en produit soixante-sept millions chaque année puisque la France compte ce nombre d'habitants. Et qu'il faut grosso modo multiplier ce nombre par quarante, depuis que dure (en années) l'aventure industrielle du nucléaire. Un journaliste de la région de Soulaïnes-Morvilliers a, lui, utilisé une autre image : empiler ces boîtes dans des camions. A votre avis, combien de camions, et combien de centaines de kilomètres si on les envoyait à la queue leu-leu depuis Paris ? Une malheureuse boîte de deux kilo par chacun de nous chaque année qu'ils disent...

Et la piscine olympique ? L'image vient d'« Atomic Anne », la femme alors « la plus puissante du monde », Anne Lauvergeon qui inventa Areva, qui poussa le nucléaire hexagonal de tous ses feux, qui disparut en laissant les scandales du Creusot et d'Uramin, le legs des mines Cogema abandonnées sur le territoire, le naufrage d'Areva dans un abyme financier que les Français épongent à leur corps défendant. Et les élus ? Pas un n'a pipé lorsque, au temps de sa gloire, la belle a assuré que le nucléaire ne produisait, en termes de déchets et en définitive, que l'équivalent d' « une piscine olympique ». Et ça n'est pas un élu qui en vérifia la véracité, par les chiffres, avec à la clé une surprise de taille : des déchets radioactifs non pas pour une mais... deux cents piscines olympiques, suivant les auteurs du documentaire « Nucléaire, la politique du mensonge » (47), tandis que le journaliste Hervé Kempf (48), à l'issue de savants calculs, aboutira au chiffre pharaonique de deux mille deux cent quarante de ces bassins aquatiques, uniquement pour les déchets MAVL et HAVL, sans compter des déchets « nouveaux » qui attendent (combustibles MOX usés, partie des FAVL, tritiés, etc). Et une fake news de plus. Et plus c'est gros mieux ça passe, comme disait un éminent spécialiste.

(47) [http://www.lemonde.fr/televisions-radio/article/2015/05/04/les-mensonges-du-nucleaire-francais\\_4627106\\_1655027.html](http://www.lemonde.fr/televisions-radio/article/2015/05/04/les-mensonges-du-nucleaire-francais_4627106_1655027.html)

(48) <https://reporterre.net/Gaia-dans-la-piscine>

Les déchets radioactifs sont maîtrisés, gérés, suivant le message de l'industrie nucléaire, relayé par pouvoirs publics et gouvernants. Dans les années soixante, les mêmes les « géraient » en les balançant en mer jusqu'à ce que l'on juge cette « solution » bien peu sérieuse. Et la terre prit le relai, avec l'ouverture d'un cimetière nucléaire, suivie ensuite par une floraison de ces verrues. Suivons le guide.

La Hague (Manche)

Le « Centre de stockage Manche » de l'Andra (stockage en surface et non pas en profondeur) a vu le jour en 1969 pour une fermeture en 1994, par saturation. L'un des plus imposants dépotoirs nucléaires d'Europe, il jouxte l'usine dite de « retraitement » (Areva-Orano) des combustibles usés issus des centrales nucléaires (de France et de quelques autres pays). Il a reçu les déchets de catégorie A, qui sont dits à « vie courte », c'est-à-dire qu'il faudra jusqu'à trois cents ans pour voir leur radioactivité décroître puis disparaître. Vie courte !

Cette « gestion » fut loin d'être exemplaire et démontre au contraire une fantasque incompetence des promoteurs. Par exemple, et en contradiction avec ce qui avait été promis aux riverains et aux élus locaux, le site connaît un problème continu de fuites radioactives liquides tandis que le rapport gouvernemental Turpin de 1996 (49) dévoile : une accumulation de déchets n'ayant rien à voir avec des « A », une politique de manigance, une « banalisation » (un rendu à la nature) impossible à l'échéance de trois cents ans. On se réfèrera aux surveillances du « Comité de réflexion, d'information et de lutte anti-nucléaire » (CRILAN) (50) et de l'« Association pour le contrôle de la radioactivité dans l'ouest » (ACRO)

(51) qui analyse : « le Centre de Stockage de la Manche [qui] est devenu une référence internationale pour les mauvaises pratiques en matière de gestion des déchets radioactifs. » (52)

(49) <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/964090900.pdf>

(50) <http://crilan.fr/>

(51) <http://www.acro.eu.org/>

(52) <http://www.acro.eu.org/lheritage-radioactif-de-chalk-river/>

Soulaines-Dhuys (Aube)

Le volume des déchets radioactifs produits par le nucléaire prenant une ampleur problématique, le dépôt de La Hague se voyait saturé. Pour en assurer le relai, plusieurs secteurs furent ciblés dans l'hexagone pour finalement voir retenu celui à deux jets de fût des vignes du champagne. Le « Centre de stockage Aube » (CSA) ouvrait début 1992, piétinant l'avis négatif des populations locales, pour stocker les déchets A (dénommés plus tard FAVC et MAVC, puis FMAVC).

De par sa proximité géographique, un tenace travail d'investigation était mené dès 1995 par le « Collectif contre l'enfouissement des déchets radioactifs » (CEDRA) de la Haute-Marne, créé début 1994 contre le projet de Bure. Le dénouement tombait, sans appel : Andra-Soulaines, le pays du mensonge permanent. Le « centre de stockage », depuis sa mise en activité rejette un cocktail radioactif et en toute illégalité, le décret d'autorisation spécifiant : « L'installation sera (...) exploitée pour ne pas rejeter d'effluents radioactifs liquides ou gazeux (...) ». De plus, annoncé pour des déchets A (vie courte, pour une disparition de la radioactivité dans trois cents ans au pire), il a été découvert que le site recevait aussi des déchets B et C (vie longue) dont un plutonium à la durée de vie s'étendant sur la bagatelle de deux cent quarante mille ans. Inutile de préciser que dans trois cents ans, contrairement à ce qui était promis, le site sera loin, très loin, d'avoir vu disparaître sa mortelle radioactivité. Autre mensonge : dans le projet présenté, le dépôt devait être clos après trente ans d'exploitation. Après inauguration ce délai est passé à quarante, puis cinquante, puis soixante ans tandis qu'en 2003 s'implantait une seconde poubelle nucléaire à proximité immédiate (pour des déchets TFA, sur le territoire de Morvilliers) et qu'une troisième rode dans la parages (pour des déchets FAVL). Andra-Soulaines : le pays du mensonge permanent, corroboré par la « Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité » (CRIIRAD) à l'issue d'une longue étude (53) commanditée par le CEDRA et au financement obtenu de haute lutte auprès du Conseil régional de Champagne-Ardenne (54).

L'histoire édifiante de la poubelle nucléaire Andra de Soulaines, et ses coulisses, reste à écrire.

(53) <http://www.criirad.org/actualites/dossiers2006/soulaines/rapportcriirad.pdf>

(54) [http://www.criirad.org/actualites/dossiers2006/soulaines/cp\\_cedra52\\_91106.pdf](http://www.criirad.org/actualites/dossiers2006/soulaines/cp_cedra52_91106.pdf)

Voilà, avec Soulaines et La Hague, pour les déchets radioactifs « les moins pires ». Peut-on dire, comme Andra, industriels atomistes et pouvoirs publics, que ces déchets sont « solutionnés » ? Mise à part feu Madame Soleil, qui peut prédire que ces sites de stockage en surface vont gentiment conserver en sûreté leurs mortels poisons pendant trois siècles, au bas mot ? Trois siècles en arrière, c'est Louis XIV, et chacun sait combien notre histoire a connu de bouleversements depuis.

Bure-Saudron (Meuse/Haute-Marne) aux confins de la Champagne et de la Lorraine

Le site de « stockage profond » a été décidé le 3 août 1999 par le gouvernement de l'époque mais dès la fin 1993 il faisait partie d'un premier choix de quatre départements, suite à d'autres projets encore antérieurs... qui avaient capoté en raison de fortes mobilisations populaires. Sont programmés à être enfouis là les déchets radioactifs MAVL et HA (à l'ancienne dénomination B et C), ceux contaminés par les radioéléments d'une toxicité extrême et d'une durée de vie allant de trois cents ans pour les plus sympathiques à des millions et milliards d'années pour les plus tenaces. Le projet de Bure qui avait été présenté aux locaux sous l'habillage d'un « laboratoire de recherche scientifique souterrain » a

récemment dévoilé sa véritable destination, un dit « Centre industriel de stockage géologique » (CIGÉO).

Bure-Andra : un cas d'école, à retrouver en détail dans la troisième partie de cet opus.

Morvilliers (Aube)

Une décennie après l'ouverture de Andra-Soulaines, les riverains apprenaient que l'agence Andra recherchait un nouveau site, cette fois-ci pour des déchets dits TFA (à très faible activité). Le village de Morvilliers se trouvait retenu, d'après sa géologie pour les uns, d'après l'acceptabilité de ses élus pour les autres, ayant goûté à la manne financière de Andra-Soulaines. L'exploitation débuta en 2003, pour connaître ensuite une curieuse évolution. L'automne 2012 vit l'adjonction d'un « Centre industriel de regroupement, d'entreposage et de stockage » (CIRES) pour des déchets issus d'activités non électronucléaires, pour se prolonger en 2012 par le tri et le traitement de ces mêmes déchets.

Et survint l'inattendu : les responsables découvraient avec angoisse que, suivant la terminologie officielle, le site n'était pas dimensionné pour recevoir tous les déchets TFA attendus, notamment par la prolifération que va engendrer la déconstruction des dizaines d'installations nucléaires que compte le pays et dont les plus vieilles sont arrivées en fin de vie. Face à cette incurie, les « responsables » instiguent un tour de passe-passe : abaisser, voire supprimer, les seuils actuellement en vigueur. Autrement dit, un déchet TFA serait alors considéré comme non radioactifs, retirant une fameuse épine du pied de l'Andra mais avec le risque pour le public de voir le matériau contaminé (ferraille, béton, etc) se retrouver recyclé dans des biens de consommation courante.

FAVL (faible activité à vie longue)

En juin 2008, des associations lèvent un lièvre, l'Andra est en quête d'un site supplémentaire pour stocker une nouvelle catégorie de déchets, des FAVL. A travers vingt départements plus de trois mille communes (une grosse majorité dans le Grand Est) reçoivent une offre par courrier. Jacquesie générale, informations dans les villages ciblés, émergence d'associations locales, manifestations multiples, et seule une quarantaine de municipalités acceptera le deal de l'Andra, qui en retiendra deux, Auxon et Pars-lès-Chavanges (toutes deux dans le département de l'Aube). Or, ces communes ayant candidaté contre l'avis de leurs populations celles-ci feront pression pour que le choix démocratique soit entendu et les candidatures seront retirées. Echec cinglant de l'Andra, et de l'Etat.

Sonnée, l'Andra reprend néanmoins la prospection d'un site, en modifiant son projet (alors qu'elle avait écrit aux trois mille cent quinze communes initiales que c'était là LA solution) et en s'appuyant sur le « Haut comité pour la transparence et l'information sur la sûreté nucléaire » (HCTISN) qui lui conseille (est-ce bien là son rôle ?) de « *privilegier les territoires accueillant déjà des installations nucléaires* ». Et où va l'Andra ? Dans le canton de Soulaines, où les habitants ont déjà été tant abusés. Et les élus locaux, mandatés pour la défense de l'intérêt général et non pas pour celui d'une quelconque industrie aux agissements intolérables ? Absents, ou couchés comme disait l'illustre hôte de Colombey-les-Deux-Eglises, tandis qu'un fin observateur du coin les taxe d'« élus stupides-cupidés ». Tout semble dit.

Alors, propre le nucléaire ?

Et à ce stade, on pourrait s'étonner que l'Etat culpabilise chacun d'entre nous dans ses activités en montrant du doigt notre « empreinte carbone » mais que ce même Etat se garde bien de soulever l'« empreinte déchets radioactifs ».

Alors, résolu le casse-tête posé par les déchets du nucléaire ?

L'Etat avait créé et mandaté une agence pour gérer cet empoisonnant problème, et à quoi l'Andra a-t-elle abouti sinon à la faillite dans sa mission : pis-aller et non solution, multiplication des catégories de déchets et prolifération des dépotoirs, facture abyssale, etc. Tout comme pour le nucléaire, la question de ses déchets s'apparente à la puissante allégorie de l'apprenti sorcier, débordé par son infantilisme. Mais ici, point de maître pour stopper la machine infernale et rattraper les erreurs !

## **Ce nucléaire, une fameuse fake news !**

Fiabilité, sûreté, compétitivité, indépendance, propreté, avec le nucléaire ? Une exploration méthodique amène à constater combien la confiance placée en cette énergie n'est pas raisonnable, qu'elle serait même inquiétante.

Si le nucléaire s'avère une fake news majeure, de celles qui justement hérissent le poil présidentiel, et malgré une « politique du mensonge » (55) mise en place par l'Etat, comment expliquer, comment accepter que nombre de gouvernants et d'élus persistent dans un aveuglement béat ? Parmi ces innombrables qui ne veulent pas voir, un exemple et non des moindres, Christian Jacob, président du groupe « Les Républicains » à l'Assemblée nationale, se fendant fin 2017 d'un : « *[le nucléaire] est l'énergie la plus propre et la moins chère que nous ayons.* » (56)

(55) [http://www.lemonde.fr/televvisions-radio/article/2015/05/04/les-mensonges-du-nucleaire-francais\\_4627106\\_1655027.html](http://www.lemonde.fr/televvisions-radio/article/2015/05/04/les-mensonges-du-nucleaire-francais_4627106_1655027.html)

(56) <https://francais.rt.com/france/45419-volte-face-dhulot-sur-nucleaire-col%C3%A8re>

Après avoir vu que le nucléaire fut et reste une aventure insensée, et que donc il y aurait nécessité à l'abandonner au plus vite, se dresse un écueil disons psychologique. Testez par un micro-trottoir. Tout quidam de bon sens, au vu d'une présentation synthétique des arguments ci-dessus, de bonne foi vous répondra inmanquablement que oui il faut sortir du nucléaire mais... que ce n'est pas possible, que l'on ne peut pas s'en passer.

Eh bien, est-ce bien sûr ?

### **Chapitre 3 - Sortir du nucléaire certes, mais le peut-on ?**

Le peut-on ? Si l'opinion publique a tendance à répondre par la négative, la question se pose de savoir si c'est basé sur une réflexion étayée ou si c'est l'œuvre d'un formatage des esprits, à coup de publicités martelées depuis des décennies, ou encore à coup d'images bien étudiées comme faire croire que se passer de nucléaire obligerait à dresser des d'éoliennes à tout va.

Or, à y bien regarder, si le nucléaire règne en maître de par les relais placés dans les strates décisionnelles par son puissant lobby, sait-on que notre pays regorge de quantité d'ingénieurs, analystes, chercheurs travaillant d'arrache pied sur la thématique de l'énergie et dans l'intérêt de la société dans son ensemble ? La surprise vient des scénarios que ces différents experts ont élaborés. Scénarios autant costauds qu'encourageants en termes d'alternative, d'économie, d'emplois, de levier sur le climat, etc. En un mot : de positif.

#### **En sortir, des démonstrations plus prometteuses l'une que l'autre**

Parmi la foulditude de scénarios à disposition pour sortir du nucléaire, ici même en France, ceux ci-dessous méritent une attention particulière. Les présentations qui en sont faites, en quelques lignes synthétiques, émanent de leurs auteurs. Chacune des études correspondantes, fouillées, argumentées, chiffrées, se déclinent sur des dizaines de pages.

##### **Négawatt**

Depuis sa création en 2011, l'association Négawatt a publié trois scénarios successifs de sortie des énergies fossiles et du nucléaire. Yves Marignac, un de ses experts, est mesuré : « *Nous continuons à penser qu'il est possible de tenir l'objectif de réduction de la part du nucléaire dans le mix énergétique d'ici 2025, sans augmenter les émissions de gaz à effet de serre, avec plus de volontarisme sur la maîtrise de la consommation d'électricité et sur le développement des énergies renouvelables.* »

Le scénario négaWatt est un exercice prospectif : le futur qu'il explore ne constitue en rien une prédiction mais représente un chemin possible. Il trace la voie d'un avenir énergétique souhaitable et soutenable, et décrit des solutions pour l'atteindre.

Cinq ans après le précédent exercice, le scénario négaWatt 2017-2050 vient confirmer la possibilité technique d'une France utilisant 100 % d'énergies renouvelables en 2050 (57).

(57) <https://negawatt.org/Scenario-negaWatt-2017-2050>

#### Global Chance

Sortir du nucléaire en vingt ans. A quelles conditions et à quels coûts ? Cette note a pour objet de donner une première image de ce que pourrait être une sortie progressive du nucléaire en 20 ans, fondée sur une action vigoureuse d'économie d'électricité et d'électricité renouvelable pour le système électrique français. Elle décrit les potentiels et les actions sectorielles prioritaires à mettre en œuvre dans le domaine des économies d'électricité comme dans les énergies renouvelables.

Cette description est complétée par une comparaison économique avec un scénario de remplacement à l'identique du parc nucléaire avec des EPR, quand les PWR sont réformés, au bout d'une trentaine d'années. La comparaison prend en compte l'ensemble des coûts (production, transport, distribution, économies d'électricité) de chacun des scénarios d'ici 2031 et le cumul des investissements à réaliser d'ici 2031.

La comparaison montre que les coûts au kWh du scénario « Sortir du nucléaire en 20 ans » sont 10 à 15% supérieurs à ceux de la poursuite du nucléaire, mais que les factures annuelles pour les usagers sont nettement plus légères (de 25%). Les investissements à réaliser d'ici 2030 sont également inférieurs dans le scénario « Sortir du nucléaire en 20 ans ». L'essentiel du gain provient des économies d'électricité car le kWh "évité" est dans la plupart des cas beaucoup moins onéreux (dans un rapport 1,5 à 5) que le kWh produit, transporté et distribué, et ce quelque soit le mode de production privilégié. Une sortie du nucléaire en 20 ans semble donc envisageable si elle est fondée sur un programme ambitieux et pérenne d'économie d'électricité et de promotion de l'électricité renouvelable. Elle suppose néanmoins un effort important de redistribution entre les français et des politiques incitatives fortes à la sobriété d'achat et de comportement, en même temps qu'une politique industrielle centrée sur l'efficacité des outils et les énergies renouvelables (58).

(58) <http://www.global-chance.org/IMG/pdf/SortirDuNucleaireEn20ans-31jan2012.pdf>

#### Greenpeace

En France, la transition énergétique doit permettre d'atteindre concomitamment trois objectifs d'ici à 2050: 1. la réduction au maximum possible (près de 95% par rapport à 1990) de la production et des émissions de gaz à effet de serre ; 2. la sortie du nucléaire ; 3. éviter la création de nouvelles tensions sur l'environnement (déforestation, ressources minières, pollution des sols, agriculture nourricière, eau) (...) Cette transition énergétique sera possible au travers de deux évolutions majeures et simultanées :

- les économies d'énergie représentent près des deux-tiers de l'effort énergétique. Elles reposent sur l'accroissement de l'efficacité de l'ensemble des modes de consommation d'énergie, sur les transferts d'usages vers les modes les plus efficaces, et sur une évolution vers une organisation de l'espace public et commun plus sobre

- l'abandon progressif des solutions actuelles, sales et dangereuses, de production de l'énergie au profit des renouvelables.

Le premier levier, celui des économies d'énergie, représente près de deux-tiers de l'effort énergétique mais ne peut et ne doit se mener que parallèlement à l'évolution vers une production d'énergie 100% renouvelable (59).

(59) Etude complète : <https://www.greenpeace.fr/abc-transition/>

Synthèse : [https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2017/02/perspectives-energetiques-2015.pdf?\\_ga=2.60395181.1463045373.1519047166-2051049555.1519047166](https://cdn.greenpeace.fr/site/uploads/2017/02/perspectives-energetiques-2015.pdf?_ga=2.60395181.1463045373.1519047166-2051049555.1519047166)

## Réseau Sortir du nucléaire

Étude sur des sorties du nucléaire en 5 ou 10 ans. Nucléaire : comment en sortir ? Si le Réseau "Sortir du nucléaire" se bat pour une décision immédiate de sortie du nucléaire, il ne défend pas un délai de sortie du nucléaire plutôt qu'un autre. Cette étude n'est pas le plan de sortie officiel du Réseau mais a pour but de démontrer qu'il est possible de sortir rapidement du nucléaire. Elle est le fruit d'une coopération nourrie entre des experts indépendants de l'énergie et les militants du Réseau "Sortir du nucléaire".

En 5 ans ou en 25 ans, il n'y a pas de bons ou de mauvais scénarii, il y a urgence à décider de sortir du nucléaire. Aux citoyens de peser le pour et le contre de chaque sortie et, in fine, de se réapproprier la question énergétique confisquée depuis longtemps par les lobbies industriels et l'Etat (60).

(60) <http://www.sortirdunucleaire.org/France-Etude-sur-des-sorties-du>

A noter la description d'autres scénarios, dont celui de Sylvain Houpert : <http://www.sortirdunucleaire.org/scenarios>

## L'ADEME et son scénario fantôme explosif (61)

Vers un mix électrique 100 % renouvelable en 2050. A partir du volet technico-économique de l'étude, une évaluation macro-économique a été réalisée évaluant l'impact en termes d'emploi, d'activité économique, de revenu disponible des ménages, de balance commerciale ou encore d'émissions de CO2 d'un scénario ambitieux de transition énergétique incluant un taux de pénétration des énergies renouvelables dans le mix électrique de 80% à 100%.

En dépit d'hypothèses conservatrices concernant la structuration des filières EnR françaises [Energies Renouvelables], l'exercice montre l'effet positif d'un scénario de transition énergétique ambitieux sur la croissance, l'emploi, les émissions de CO2 et le revenu disponible des français. (62)

(61) <http://www.sortirdunucleaire.org/France-2015-ADEME-Vers-un-mix-electrique-100>

(62) <http://www.ademe.fr/mix-electrique-100-renouvelable-analyses-optimisations>

## La pépite

Sortir du nucléaire en dix ans maximum, produire et consommer autrement notre électricité. Un scénario de sortie du nucléaire réaliste, voire même minimaliste, avec démonstration de faisabilité économique, humaine et technique. Ce n'est qu'une question de volonté politique.

Basé sur des chiffres de l'Etat, c'est-à-dire les plus pro-nucléaires possibles, pour des calculs les plus incontestables possibles. Il y a d'abord le volet économies d'énergie, sans revenir à la bougie ni toucher à notre confort, puis le développement des renouvelables. Facile et rapide, d'autant que les chiffres sont très peu ambitieux et ne prennent pas en compte toutes les possibilités. Le seul problème, c'est qu'il y a un lobby en France qui est puissant, même s'il commence à ne plus faire illusion (63).

A noter que le concepteur de ce dernier scénario le présente depuis plusieurs mois à travers la grande région de Bure, avec ces commentaires recueillis dans la presse : « *Se passer du nucléaire, c'est possible... et plus rapidement qu'on ne le pense* », « (...) *l'élus militant, avant de dérouler brillamment son scénario* », tandis qu'un directeur départemental d'Enedis, présent à l'une de ces soirées publiques, ne trouva pas matière à critique.

(63) <http://fr.calameo.com/read/0043892052e4e5651044f>

## Un verrou majeur a sauté

Toute réflexion sur la transition énergétique amène aussitôt à penser énergies renouvelables. Pourtant, là n'est pas la démarche adéquate, ou plus exactement pas la première. A quoi servirait de produire de plus en plus d'énergie renouvelable si, en parallèle, la consommation électrique augmentait en parallèle ? Pour éviter d'imiter le chien qui court après sa queue, la priorité oblige donc à travailler sur la maîtrise de l'énergie, à casser

l'accroissement de la consommation électrique, à parvenir à une stagnation puis une diminution. Et l'on entend illico les voix s'élever : de la décroissance, jamais, chacun sachant que tout développement économique induit une production énergétique supplémentaire. Sauf que nous avons affaire là à une idée reçue. Ça, c'était avant. Pour comprendre, il n'est que de regarder l'Allemagne et sa croissance économique insolente et qui, pourtant, voit sa consommation énergétique décroître depuis plusieurs années. C'est nouveau, c'est révolutionnaire, c'est obtenu par une vigoureuse volonté politique. Et la France, si peu volontariste en ce domaine, s'y met elle aussi au point que le « Réseau de transport d'électricité » (RTE) confirme que le pays a non seulement stoppé sa courbe ascendante mais que la consommation amorce une baisse (64).

(64) [https://www.sciencesetavenir.fr/nature-environnement/climat/rte-publie-cinq-scenarios-de-la-transition-electrique-vers-plus-de-renouvelable\\_118090](https://www.sciencesetavenir.fr/nature-environnement/climat/rte-publie-cinq-scenarios-de-la-transition-electrique-vers-plus-de-renouvelable_118090)

Clé d'une transition efficace et optimum, la maîtrise de la consommation électrique se trouve d'ailleurs mise en avant dans l'ensemble des scénarios cités dans les paragraphes précédents. Une maîtrise de la consommation électrique portée notamment par une réflexion sur l'efficacité, dans l'habitat (électroménager, etc) l'éclairage public, etc, (65) ainsi que par une traque aux gaspillages. Une première étape se devrait d'informer les consommateurs, les sensibiliser, les inciter à prendre conscience de leurs utilisations et comment agir dessus. Tout comme les déchets ménagers dont la production individuelle chute quand il y a information et sensibilisation. Baisse de la consommation, diminution de la facture, aide à la transition tant nécessaire. Un cercle des plus vertueux.

(65) <https://www.ouest-france.fr/environnement/nucleaire/nucleaire-cette-industrie-joue-avec-le-feu-5547116>

Transition énergétique : nous voilà bien loin de la caricature qui verrait des éoliennes se dresser à tout bout de champ. Et rester dans le nucléaire et ses tares rédhitoires n'est donc pas une fatalité. Juste à ouvrir les yeux, et à vouloir faire.

### **Chez eux, c'est en marche**

Cette fameuse transition, s'y sont engagés des pays, des régions entières, avec la mise en œuvre d'efforts remarquables. La Chine se place numéro 1 mondial et booste sa politique énergétique, tout comme Danemark, Allemagne, Australie méridionale, Californie, Basse Autriche, El Hierro (île des Canaries) et tant d'autres. De leur côté, des communes et communautés de communes sont passées à l'autonomie complète dans leur production et consommation énergétique, alors que bien d'autres tendent vers cet objectif. En Allemagne, des communes précurseurs en sont devenues emblématiques et attirent un tourisme qui vient voir comment ça marche : Schönau im Schwarzwald et Fribourg-en-Brisgau (Bade-Wurtemberg), Feldheim (Brandebourg), Rhein Hunsrück (Rhénanie-Palatinat), etc.

On le sait beaucoup moins, mais en France aussi ça frémit, ça bouge, ça fuse. Clairvoyants, sentant le vent tourner, et comme ils ne savaient pas que c'était impossible ils l'ont fait : Ungersheim (Alsace), Loos-en-Gohelle (Pas-de-Calais), Béganne (Morbihan) et quantité d'autres. Les exemples se multiplient, donnant envie et suscitant une séduisante émulation. Les entreprises, elles aussi, ne sont pas en reste et activent les leviers pour réduire leur consommation électrique, leur facture, leur émission de gaz à effet de serre, tout en contribuant à se donner une image valorisante.

Au niveau des nations, des régions, localement, la nouvelle norme est en marche : 100 % renouvelable (66) !

(66) <http://www.go100re.net/>

## En marche à vitesse grand v

Timidement lancées, les choses évoluent aujourd'hui à vitesse grand v. Au niveau mondial, le prix de revient des énergies renouvelables chute de manière remarquable et elles seront bientôt toutes compétitives (67). En Europe, elles viennent de détrôner le charbon (68). En France, les industriels déclarent que des objectifs plus élevés sont réalisables (69).

Dans la production solaire, les panneaux photovoltaïques voient leur rendement progresser au fil des années tandis que leur prix dégringole, le coût de l'électricité en devenant de plus en plus compétitif. Les spécialistes assurent que si seulement 10 % des toitures françaises étaient équipées, la totalité de notre consommation électrique serait assurée (70). Ce qui démontre combien serait performante la mise en place d'un mix énergétique, et l'utilisation d'un large panel aux technologies différentes.

Dans la production éolienne off-shore, en mer, là aussi les coûts en freinaient le développement or voilà qu'à présent la compétitivité pointe. Pour la première fois au monde, c'est au Pays-Bas, un opérateur vient de répondre à un appel d'offre sans aucune subvention (71). En Europe, l'éolien en mer a bondi de 25 % en 2017. Et la France ? Eh bien, on en est toujours à... zéro installation. (72 et 73)

(67) <https://www.romandie.com/news/Les-energies-renouvelables-bientot-toutes-competitives-etude/880293.rom>

(68) <http://www.novethic.fr/actualite/energie/energies-renouvelables/isr-rse/le-chiffre-pour-la-premiere-fois-les-renouvelables-passent-devant-le-charbon-pour-alimenter-l-europe-145385.html>

(69) <https://www.romandie.com/news/Energies-vertes-des-objectifs-plus-eleves-sont-realises-selon-les-industriels-francais/874251.rom>

(70) <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/0301238763757-mieux-soutenir-l-autoconsommation-des-francais-en-electricite-2151899.php>

(71) Trimestriel L'Ecologiste. Lettre du 4.01.18

(72) <https://www.romandie.com/news/L-eolien-en-mer-a-cru-de-25-en-2017-en-Europe/887792.rom>

(73) [https://lexpansion.lexpress.fr/actualite-economique/le-grand-gachis-de-l-eolien-offshore\\_1996364.html](https://lexpansion.lexpress.fr/actualite-economique/le-grand-gachis-de-l-eolien-offshore_1996364.html)

## Le nucléaire a vécu, dépassé

En marche, l'histoire l'est dans bien des pays visionnaires, se détournant du nucléaire. L'Autriche par exemple, qui dans sa Constitution a banni le recours à l'atome. L'Italie aussi, dont les leçons de Fukushima lui ont fait organiser un référendum national à travers lequel plus de 94 % de votants se sont exprimés contre le nucléaire. Sortir du vieux monde des centrales nucléaires, de nombreux pays s'y engagent, même si le chemin semble parfois chaotique : Allemagne, Suisse, Belgique, Corée du Sud, Japon, Etats-Unis, etc.

La France, elle, s'enfoncé dans une position des plus schizo-phrènes, affirmant se diriger vers une transition énergétique tout en s'agrippant à la porte pour ne pas bouger. Position d'autant plus incompréhensible que au cœur même de la citadelle atomique EDF les salariés « *ont le blues et ne croient plus dans le nucléaire* », suivant les enseignements d'un récent sondage interne ; sondage mené chaque année et dont les résultats ne font qu'empirer. (74)

Le nucléaire a vécu, technologie du passé et dépassée.

(74) <http://bfmbusiness.bfmtv.com/entreprise/les-salaries-d-edf-ont-le-blues-et-ne-croient-plus-dans-le-nucleaire-1361064.html>

## Chapitre 4 - Mais alors, qu'est-ce qu'on attend ?

Mais alors, pourquoi notre pays ne fonce-t-il pas dans la première étape, et en urgence : diminuer le nucléaire de 75 à 50 %, au profit de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables ? Pourquoi persiste-t-il, sous la conduite amorphe des gouvernants ? Aveuglement, entêtement, incompetence, inconscience, couardise ? Les novateurs voient les énergies propres s'inscrire dans le paysage à l'échelle d'une décennie, l'équipe Macron elle reste subjuguée par le miroir aux alouettes nucléaire, ne parvenant pas à faire marche arrière et à s'échapper de la nasse.

### Un frein puissant : les adorateurs de l'atome

Pour EDF, maniant faux-semblants et tartuferie dans sa politique, impossible de louvoyer indéfiniment, et fin janvier 2018 elle se dévoilait : avant 2029 pas d'autre fermeture que Fessenheim, et nombre de réacteurs atteignant les 40 ans d'activité dès 2019, leur prolongation est programmée à 50 ans, 60 ans même (75). A user jusqu'à la corde, à trop tirer sur celle-ci... Deux semaines plus tard, le bouchon se voyait poussé plus loin encore : « *Le PDG d'EDF, Jean-Bernard Levy, veut de nouvelles centrales nucléaires en France* » titrait un média en synthèse d'une interview (75), le patron d'EDF récidivant en avril pour réclamer de nouveaux EPR en France. (76)

Et revient la question de fond : qui pilote la politique énergétique en France ? Tout début février, en déplacement sur les sites nucléaires normands, le secrétaire d'Etat à la transition écologique et solidaire, Sébastien Lecornu, avouait en creux une réalité peu reluisante : « *Il est temps que l'on soit dans une relation plus mature entre EDF et l'Etat (...)* Parfois on parle d'EDF comme si c'était une entreprise dont l'Etat n'était pas actionnaire. Parfois EDF s'adresse au gouvernement comme si son actionnaire n'était pas l'Etat ». (77)

Il est vrai que depuis bien longtemps les manettes sont aux mains d'EDF. Une EDF qui se fiche éperdument des gouvernants, et pour cause : ils sont ses relais. Le président Macron, mi-février devant des journalistes, n'a-t-il pas annoncé « *qu'il n'excluait pas la construction de nouveaux réacteurs nucléaires en France* » ? (78) Quant au chef du gouvernement, Edouard Philippe, ne fut-il pas cadre supérieur chez Areva, trois ans durant directeur des affaires publiques ? « L'Observatoire du nucléaire » dévoilera qu'il avait pour activité principale de « *s'assurer de la collaboration de parlementaires acquis au lobby de l'atome* » (79). Un autre « directeur des affaires publiques », chez EDF cette fois-ci, intervenait en mars 2018 dans un colloque organisé par « Pax Christi France » et ayant le lobbying pour thème central. A cette occasion le public apprenait qu'il fallait traduire « affaires publiques » par lobbying envers celles et ceux qui votent les lois, députés et sénateurs. Au vu des échanges, le même public a pu saisir de quelle manière étaient catéchisés les parlementaires et comment il fallait comprendre les valeurs de transparence, honnêteté, éthique, appliquées par EDF.

L'électricien historique laissait voir son vrai visage le 10 mars 2018 quand, accompagnant Emmanuel Macron en Inde, son pdg déclamait qu'EDF était fière d'accompagner la transition énergétique de l'Inde (80). Par les énergies renouvelables ? Pas du tout. Par six réacteurs nucléaires EPR (le modèle tristement fameux de Flamanville et de Finlande). Sur un même site, ce qui en ferait la centrale atomique la plus monstrueuse au monde... et sur une zone sismique. (80)

(74) <https://www.romandie.com/news/Apres-Fessenheim-EDF-ne-souhaite-pas-fermer-d-autre-reacteur-avant-2029/885629.com>

(75) [https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/l-interview-eco/le-pdg-dedf-jean-bernard-levy-veut-de-nouvelles-centrales-nucleaires-en-france\\_2589784.html](https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/l-interview-eco/le-pdg-dedf-jean-bernard-levy-veut-de-nouvelles-centrales-nucleaires-en-france_2589784.html)

(76) <https://www.romandie.com/news/Nucleaire-vers-la-mise-en-service-d-un-EPR-en-Chine-PDG-d-EDF/907782.com>

(77) <https://www.romandie.com/news/Besoin-d-une-relation-plus-mature-entre-EDF-et-l-Etat-Lecornu/886429.com>

(78) [https://www.challenges.fr/finance-et-marche/macron-n-exclut-pas-de-nouveaux-reacteurs-nucleaires\\_567282](https://www.challenges.fr/finance-et-marche/macron-n-exclut-pas-de-nouveaux-reacteurs-nucleaires_567282)

(79) [http://www.lemonde.fr/planete/article/2017/05/16/edouard-philippe-un-chef-de-gouvernement-pas-tres-vert\\_5128693\\_3244.html](http://www.lemonde.fr/planete/article/2017/05/16/edouard-philippe-un-chef-de-gouvernement-pas-tres-vert_5128693_3244.html)

(80) [https://twitter.com/J\\_B\\_Levy/status/972387961785339905](https://twitter.com/J_B_Levy/status/972387961785339905)

## Une France qui loupe le train

En réaction à l'ineptie présidentielle (« *qui n'excluait pas la construction de nouveaux réacteurs nucléaires en France* ») le ministre Hulot répliquait par une réaction allergique : « *Ne montons pas dans le dernier wagon* », citant en exemple le boom des énergies renouvelables... ailleurs (81). Ce qui suscitait ce commentaire acerbe venu de la Normandie hyper nucléarisée : « *Avec 80% de nucléaire, pour les énergies renouvelables (EnR) ce ne sera pas le dernier wagon, ni même le dernier train, ce sera à pied ! Et si en plus on a un accident nucléaire majeur, alors là ce sera à genoux...* »

Le train de retard, EDF, nucléaristes et gouvernants en sont blâmables et depuis un bail. Bretagne, île d'Ouessant, un certain 10 octobre 1979. Verre à la main, réunis pour l'inauguration d'un projet avant-gardiste, tous se félicitent. Certains, au pied de l'éolienne expérimentale, doivent sourire en coin. Erigé pour le compte d'EDF par la société Aérowatt, filiale du « Commissariat à l'énergie atomique » (CEA), le moulin à vent des temps modernes avortera neuf mois plus tard, pile-poil (82). L'aventure éolienne française et avant-gardiste tournait court. Un constant désolant et partagé par le solaire dont on n'a pas su (ou voulu) s'emparer alors que nombre d'analystes lui voient un potentiel remarquable. (83)

Les énergies renouvelables, ailleurs, fument. Encore un exemple avec l'Uruguay qui, en 2013, produisait 1 % de son électricité par le solaire et l'éolien confondus tandis que quatre ans plus tard le bilan s'établissait à 32 % (84). La France, elle, se traîne péniblement, avance en marche arrière, rate les enjeux. D'après les engagements de nos gouvernants dans le cadre de l'Union européenne, nous devions en 2020 dépasser les 23 % de production électrique par les énergies renouvelable. Nous en sommes loin, très loin. Pire, déjà pas parmi les bons élèves de la classe, nous chutons dans le classement.

(81) <https://www.actu-environnement.com/ae/news/nucleaire-reacteur-nouveau-nicolas-hulot-reponse-30661.php4>

(82) [http://www.lemonde.fr/archives/article/1980/07/12/l-eolienne-d-ouessant-est-detruite\\_2794563\\_1819218.html](http://www.lemonde.fr/archives/article/1980/07/12/l-eolienne-d-ouessant-est-detruite_2794563_1819218.html)

(83) <https://www.alternatives-economiques.fr/lavenir-radieux-photovoltaïque/00082495>

(84) <http://www.agefi.fr/asset-management/actualites/etude-texte-referance/20180214/montee-en-puissance-energies-renouvelables-240097>

## Y aurait-il une volonté politique délibérée ?

Main sur le cœur, les dirigeants assurent - ça n'est pas nouveau - qu'ils ont bien conscience des attermoissements mais que tout est en train de changer (85). Vraiment ? Examinons un échantillon de cas concrets, véritables boulets plombés.

En Bretagne, dans l'île de Sein précisément, voilà bien longtemps que les bonnes volontés ont émergé pour réfléchir et proposer un plan pour bannir le fuel générant l'électricité locale. Que croyez-vous qu'il advint ? Que EDF, en situation de monopole, et les élus s'emparent de ce plan permettant autonomie locale et gain en CO<sub>2</sub> ? Pas vraiment, pas du tout... (86)

Les « Certificats d'économies d'énergie » (CEE) se veulent un dispositif innovant et présenté par l'Etat comme « l'un des principaux instruments de la politique de maîtrise de la demande énergétique ». Imposé par les pouvoirs publics aux vendeurs d'énergie, il repose sur une obligation de réalisation d'économies d'énergie. Sauf que. Au travers d'une étude,

l'association de consommateurs « Que Choisir » en arrive à la navrante conclusion que cette trouvaille se réduit à « *Un coût explosif pour des gains putatifs.* » (87)

Le même « Que Choisir » qui, dans son mensuel de décembre 2017, et avec de nombreux autres, constate l'in vraisemblable scandale de longue date dans la vente de panneaux photovoltaïques aux particuliers. Secret de polichinelle, que fait l'Etat face aux aigrefins ? Inexistant. Idem de l'énorme scandale dans la rénovation énergétique des bâtiments tant les malfaçons abondent. En dix ans et pour la seule association « Que Choisir » les dossiers qu'elle eut à traiter se montent à 17 millions d'euros d'arnaques. Poing sur la table, elle questionne : « *Qu'attend le gouvernement pour avancer vers une véritable réforme de ce secteur ?* ». D'autant que le bâtiment représente plus de 40 % de l'énergie consommée (et 20 % des émissions de gaz à effet de serre) et que les gains d'une rénovation bien conduite seraient étonnants.

Jusqu'au « Conseil économique, social et environnemental » (CESE) qui, le dernier jour de février, lance une claque sévère dans son avis sur la transition énergétique : la France ne remplit pas ses objectifs, la voie suivie n'est pas la bonne, la politique reste peu efficace, sans courage. (88)

Et pourtant, les maladies du pays sont connues, reconnues par le sommet de l'Etat (89 et 90). Et pourtant, « en même temps » rien ne change, le nouveau monde n'est que semblable au précédent.

Le dit service public de l'électricité par EDF, en même temps, a manqué le bon train, s'est enfermé dans le nucléaire, a vu ses notations financières dégringoler, a été évincé du CAC 40, et connaît une dette sidérante (au détriment des Français). Le tableau est tel qu'un commentateur prédit que dorénavant EDF « *n'a pas droit à l'erreur* » (91). Du reste, le remède est connu, énoncé par un Hulot néanmoins inaudible : « *EDF peut se revitaliser grâce aux renouvelables... Son intérêt n'est pas de se cacher la tête dans le sable comme une autruche mais d'être comme une girafe et de regarder au loin.* » (92)

(85) <https://www.ouest-france.fr/economie/sebastien-lecornu-la-hague-et-flamanville-5538224>

(86) <https://www.actu-environnement.com/ae/news/ile-sein-bretagne-monopole-edf-energie-transition-30897.php4>

(87) <https://www.quechoisir.org/action-ufc-que-choisir-certificats-d-economies-d-energie-un-cout-explosif-pour-des-gains-putatifs-n51964>

(88) <https://www.la-croix.com/Sciences-et-ethique/Environnement/France-tres-mauvais-eleve-transition-energetique-2018-02-28-1200917184>

(89) <http://www.batiactu.com/edito/transition-energetique-doit-accelerer-voici-comment-52294.php>

(90) <https://www.telos-eu.com/fr/que-faire-dedf.html>

(91) [http://lemonde.fr/economie/article/2018/02/16/edf-espere-un-rebond-apres-une-mauvaise-annee-2017\\_5257908\\_3234.html](http://lemonde.fr/economie/article/2018/02/16/edf-espere-un-rebond-apres-une-mauvaise-annee-2017_5257908_3234.html)

(92) <https://www.romandie.com/news/Hulot-demande-a-EDF-un-plan-precis-pour-developper-les-renouvelables/863002.rom>

### **Comment s'en sortir ?**

En réalité, de tout ce qui vient d'être vu, un levier ressort comme le grand absent, un seul mais d'une efficacité redoutable : une volonté du politique, la volonté politique. Un défaut de volonté qui interroge, tant la société, elle, fait les yeux doux aux énergies propres, renouvelables, avec une amplification sondage après sondage (93). On s'étonnera également que pour basculer massivement vers ces énergies, la clé du succès n'ait jamais été activée, ou si peu, par les pouvoirs publics mais par les citoyens eux-mêmes. La participation citoyenne aux projets, le financement participatif tant négligés ici alors qu'ils font des miracles en Allemagne, au Danemark, etc.

Une France timorée mais dans laquelle le citoyen, chacun et chacun d'entre nous, peut massivement faire bouger les choses. Le mastodonte EDF, « notre » EDF, ne peut sortir de son carcan atomique ? Aidons-le en lui faisant comprendre que son électricité nucléaire on n'en veut plus. Investissons par exemple dans des projets de production propre avec « Energie partagée » (94) ou/et amplifions le mouvement qui voit des milliers, des dizaines de milliers de consommateurs quitter EDF au profit d'un fournisseur d'électricité verte. Une telle hémorragie aurait pour mérite d'ouvrir les yeux d'EDF et multiplierait les projets d'énergie propre, pour répondre à la demande. Plus celle-ci sera forte, plus la transition vers le renouvelable sera active et rapide, en parallèle à la sortie du nucléaire. Mieux encore, quittons EDF au profit non pas d'une société commerciale ordinaire mais d'une coopérative aux valeurs éprouvées, Enercoop (95). Certes, la facture mensuelle apparaît un peu plus élevée mais ne serait-elle pas en trompe-l'œil ? Ainsi, le prix du kilowatt n'a pas subi d'augmentation depuis des années et il se trouve à son coût réel, contrairement à celui d'EDF qui progresse à la hausse et dont les gouvernants freinent régulièrement les majorations nécessaires pour éviter la colère des consommateurs, mais combien de temps cet artifice peut-t-il tenir ? Autre avantage : devenir client-sociétaire d'Enercoop amène à réfléchir à sa consommation, à l'utiliser intelligemment, et en définitive à faire baisser sa facture. La démarche, enfin, peut également permettre de devenir fournisseur d'électricité, voire de participer à un projet de production locale.

Un autre outil devrait aider, à priori, à sortir de l'impasse dans laquelle les gouvernants se sont enfermés, la dite « Programmation pluriannuelle de l'énergie » (PPE). Cogité à intervalles réguliers, cet exercice a le don d'agiter la classe dirigeante tant il s'apparente au monstre du Loch Ness. Incontournable, la question du nucléaire taraude tous les esprits or on ne la voit quasi jamais, escamotée dans les profondeurs des débats. La « Programmation pluriannuelle de l'énergie » nouvelle, donc, vient de se voir lancée voici quelques semaines par le gouvernement, préfigurant la politique énergétique à mener de 2019 à 2023. Nouveauté, révolution cette fois-ci, le peuple est invité à s'exprimer, très largement, via des outils mis en place par la « Commission nationale du débat public » (CNDP) (96 et 97), celle-là même qui s'était ridiculisée dans le « débat public » de Bure en 2013. « *Vous donner la parole et la faire entendre* » affirme la CNDP. Volonté réelle ou mascarade ? D'ailleurs, question sérieux de l'affaire, combien de Français savent que ce débat, ce « forum de discussion », existe ? Pire et comme bien trop souvent ces dernières années, les dés ne seraient-ils pas pipés ? Des analystes s'offusquent et alertent sur le fait que les deux scénarios volontaristes (sortie rapide du nucléaire) ont été délibérément exclus des discussions en atelier sur la PPE et du dossier du maître d'ouvrage (98, 99 et 100). Alors, ce débat sur la PPE, y apporter sa contribution, son coup de gueule, sa vision d'un avenir énergétique positif, ou délaissé ce qui pourrait être une hypocrisie supplémentaire ? A chacune et chacun de juger, avec cette pertinente remarque d'une ONG : « *On peut imaginer que le gouvernement n'a pas très envie d'écouter ce débat. Mais si ce dernier prend de l'ampleur, il sera de plus en plus difficile pour le gouvernement de l'ignorer* ». (101)

(93) <http://www.batiactu.com/edito/francais-s-interessent-toujours-aux-energies-renouvelables-51932.php>

(94) <http://energie-partagee.org/enrcit-10me-pour-appuyer-le-developpement-de-150-nouveaux-projets-citoyens/>

(95) <http://www.enercoop.fr/>

(96) <https://ppe.debatpublic.fr/>

(97) <https://www.usinenouvelle.com/article/les-vraies-questions-du-debat-public-sur-la-programmation-pluriannuelle-de-l-energie.N652849>

(98) <https://www.actu-environnement.com/ae/news/ppe-reduction-nucleaire-scenarios-30477.php4>

(99) [http://lemonde.fr/economie/article/2018/03/15/le-grand-flou-du-gouvernement-sur-la-baisse-du-nucleaire\\_5271342\\_3234.html](http://lemonde.fr/economie/article/2018/03/15/le-grand-flou-du-gouvernement-sur-la-baisse-du-nucleaire_5271342_3234.html)

(100) <http://bfmbusiness.bfmtv.com/france/nucleaire-le-plan-du-gouvernement-pour-les-15-prochaines-annees-1402569.html>

(101) <https://reporterre.net/Le-debat-sur-l-energie-s-ouvre-en-oublant-le-nucleaire-et-la-baisse-de-la>

## Chapitre 5 - La fake news atomique par excellence

Qui n'a entendu ces affirmations péremptoires : « *Les Allemands, tu parles qu'ils sortent du nucléaire, t'as vu comment ? Non seulement ils se sont remis massivement au charbon, avec production de CO<sub>2</sub>, mais ils sont bien contents d'acheter notre électricité nucléaire, justement sans CO<sub>2</sub>.* » Combien de « responsables » et d'adorateurs de l'atome relaient ces allégations, dans le but de railler la politique énergétique de nos voisins ? Jusqu'à la tête de l'État, Emmanuel Macron en personne : « *J'assume la défense du nucléaire, car je ne rouvrirai pas des centrales à charbon comme en Allemagne.* » (102)

La leçon de Fukushima, outre-Rhin, a été entendue, poussant à l'arrêt du nucléaire. Si, depuis, huit réacteurs ont été mis à la retraite (sur seize), le charbon a-t-il réellement remplacé la production d'électricité manquante ? Eh bien non ! S'il y eut une légère progression au départ, une baisse tendancielle a pris le relai depuis, tandis que les énergies renouvelables, elles, connaissent un boum spectaculaire (passant de 16 % à 30 % dans le mix électrique), poussées par une volonté politique et citoyenne des plus dynamiques.

Voilà donc nos pères la vertu pris la main dans le sac et qui, chaque hiver, doivent être rouges de honte à consommer de l'électricité allemande, cette électricité au charbon, haïe car émettrice de CO<sub>2</sub>. Pourquoi ? C'est qu'en hiver les vagues de froid poussent à des pointes de consommation frénétiques, les ingénieurs responsables français ayant en grande partie basé notre chauffage sur des radiateurs électriques. Une aberration comme réponse (chauffage électrique) à un vrai problème (froid) au point que cette « solution » est unique en Europe et qu'elle nous oblige à importer massivement de l'électricité pour éviter un black out. De l'électricité en provenance des pays voisins, Allemagne y compris (qui émet donc des gaz à effet de serre, avec son charbon, pour de l'électricité consommée en France, cherchez l'erreur) et à des coûts très élevés (du fait de la rareté). (103)

Autre surprise. Contrairement aux annonces de EDF, en Allemagne le taux de CO<sub>2</sub> par kilowattheure n'augmente pas. Et il ne stagne pas, il diminue (104). Encore une fake news atomisée.

Savent-ils de quoi il retourne, les bras cassés au gouvernail ? Manipulent-ils le bobard délibérément, ou parlent-ils comme ils ont le nez fait ? Quoi qu'il en soit, le cas de l'Allemagne démontre combien ils manient la fake news... qu'ils disent combattre. (105)

(102) <http://www.tdg.ch/monde/Macron-se-grille-avec-le-charbon-allemand/story/15986345>

(103) [http://www.lemonde.fr/economie/article/2018/02/27/comment-le-reseau-electrique-francais-fait-face-a-la-vague-de-froid\\_5263263\\_3234.html](http://www.lemonde.fr/economie/article/2018/02/27/comment-le-reseau-electrique-francais-fait-face-a-la-vague-de-froid_5263263_3234.html)

(104) <https://twitter.com/piphou/status/983775623981223937>

(105) <https://information.tv5monde.com/info/transition-energetique-la-realite-sur-la-sortie-du-nucleaire-allemande-202956>



## Troisième partie

### Les déchets-poisons du nucléaire

Retour à cette journée du 7 novembre 2017 où notre ministre d'Etat Hulot avait lâché sa fracassante déclaration sur la non possibilité de descendre à 50 % de nucléaire avant 2025. Vaste offensive nucléariste à cette époque là puisque deux jours plus tard, le même, présent au Sénat dans le cadre des questions au gouvernement, rétorquait à un sénateur de la Meuse l'interpelant sur le projet d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure (projet Cigéo) : « *L'industrie nucléaire n'est pas aussi vertueuse qu'on voudrait nous le dire (...) nous laisse un tragique héritage de déchets à très haute intensité de radioactivité et de durée de vie très longue (...) que cela me déplaise ou pas, ils sont là, donc il va bien falloir qu'on s'en occupe (...) C'est une question de choix de société, une question éthique et morale, que celle de laisser des déchets enfouis, ou gérés autrement, à des générations futures dont nous ignorons tout (...) la France a fait le choix de l'enfouissement en site géologique profond (...) Pour être très sincère avec vous, cette solution n'est pas entièrement satisfaisante, mais disons que c'est la moins mauvaise (...)* » (106)

Déchets nucléaires, la messe était dite, là en une poignée de secondes. Après avoir tortillé du croupion par l'évocation d'un « *tragique héritage* » et d'« *une question éthique et morale* », le délégué de l'équipe ministérielle ne s'attelle pas du tout à la recherche d'une VRAIE solution aux poisons de nucléaire, il opte pour une affligeante « *la moins mauvaise* » solution et alors qu'elle « *n'est pas entièrement satisfaisante* ». Gravissime en termes de crédibilité et de moralité pour un sujet aussi lourd de conséquences, sur des milliers de générations. Et quelle confiance envers les gouvernants, confiance encore un peu plus trompée, nul n'ignorant plus que le même Monsieur Hulot s'était positionné quelques mois auparavant par une photo désormais célèbre : Cigéo BURE je dis non !

(106) [http://videos.senat.fr/video.431805\\_5a045b039d3df.seance-publique-du-9-novembre-2017-apres-midi](http://videos.senat.fr/video.431805_5a045b039d3df.seance-publique-du-9-novembre-2017-apres-midi)



Photo Bernard Nicolle  
8 octobre 2016 au festival « Ille et Bio » de Guichen (Ille-et-Vilaine)

Campagne de pétition photos lancée en avril 2015 par Irène Gunepin (Meuse)

Elle compte près de 12 000 participants à ce jour

Participez vous aussi

Galerie + modalités de participation sur <https://www.flickr.com/photos/petition-anti-bure/>

*Sensible à cette cause, vous souhaitez  
rejoindre cette pétition ...*

*Imprimez l'affichette  
faites-vous "tirer le portrait"  
contre l'enfouissement à*

**BURE**

*et envoyez le à*

**petition.bure@yahoo.fr**

*Pour les gros fichiers, utilisez les sites ad'doc  
Merci de nous préciser seulement la date et la ville où  
cette photo a été prise*

---

### Conseils de prise des photos

- en format "portrait" (en vertical)
- en haute définition (+ d'1 Mo)
- de préférence individuelle et cadrée sur la personne
- les mineurs doivent être photographiés avec un de leur parent ou leur tuteur

## Chapitre 1 - Retour vers le fu...bure

100, 1 000, 10 000, 100 000, 1 million, 1 milliard d'années : stupéfiante longévité durant laquelle le dit Cigéo (« Centre industriel de stockage géologique ») doit rester étanche, doit demeurer coffre-fort inviolé. Le temps nécessaire pour que s'amenuise le phénoménal cocktail radioactif enfoui et qu'il en perde, dans une éternité, sa dangerosité. Voilà ce que l'équipe dirigeante actuelle s'apprête à faire, enfouir pour se débarrasser de ces déchets et, plus encore, de la patate brûlante qu'ils ont là entre les mains.

Tel le sparadrap du célèbre Haddock, le cauchemar s'accroche, revenu sous les feux de l'actualité à l'occasion des vœux de Hulot à la presse (23 janvier 2018). Enfouir en se rassurant à bon compte : « *ce n'est pas en 2018 qu'on va mettre au fond et rendre ça irréversible, il y a encore du temps* » pour, dans la foulée, se laisser dominer par ses vapeurs : « *Si l'on m'offre des alternatives, je suis preneur. Je me serais bien passé des déchets nucléaires.* » (107) Ici, arrêt brutal. Comment un responsable, haut responsable, peut-il se plaindre du fardeau « déchets » alors qu'il est membre d'une équipe qui persiste à produire ces déchets-poisons en ne sortant pas du nucléaire, en repoussant le calendrier de la nécessaire transition énergétique ? Si ces rebuts radioactifs posent tant d'enjeux moraux et éthiques, comment des « responsables » peuvent-ils continuer à laisser ouvert le robinet de leur production ? Quand la baignoire déborde, que faut-il décider : la « moins mauvaise solution » en sortant seau et serpillière, ou celle de bon sens en fermant le robinet ?

Responsables ? Nicolas Hulot poursuivait : « (...) *Si l'on m'offre des alternatives, je suis preneur (...)* » Faut-il que les gouvernants soient étroits d'esprit ou prisonnier d'étranges tours d'ivoire pour ne pas voir, ne pas chercher à voir. On dirait du Tatcher : il n'y a pas d'alternative (There Is No Alternative), balayant ainsi toute volonté de voir large. Nous y reviendrons plus loin.

Responsables ? Encore une curiosité, délivrée lors de ces vœux : « (...) *Mais avant de prendre des décisions, je veux vérifier un certain nombre de choses. D'ailleurs, l'Autorité de sûreté nucléaire (...) a montré que certaines inquiétudes étaient fondées.* » (107) Non, Monsieur le ministre d'Etat, l'« Autorité de sûreté nucléaire » (ASN) n'a rien montré du tout, elle n'a fait que confirmer - plus de cinq ans après ! - les alertes de deux scientifiques indépendants, Messieurs Godinot puis Thuillier, alertes basées sur des documents mêmes de l'Andra (dossiers « Argile 2005 » et « Argile 2009 »). Une ASN ne mettant en garde que maintenant signifie que ces informations (sûreté de Cigéo en défaut) n'avaient été transmises ni aux gouvernants ni aux parlementaires ayant écrit et voté les lois de 2006 et 2015. Voilà qui questionne sur la légitimité des décisions : l'enfouissement comme solution, et la réversibilité acquise. Des gouvernants qui décident, des parlementaires qui votent, le tout sur un dossier tronqué (et à Bure, d'autres informations sont pipées, sur la géologie réelle par exemple). Qu'en penser ?

Enfouir ! Et après, qui sait ce qu'il adviendrait de cette boîte de Pandore ?

(107) <https://reporterre.net/La-feuille-de-route-de-Nicolas-Hulot-pour-2018>

### Bras cassés, un mal de longue date

Le nucléaire nous a permis de jauger le degré de « qualité » de la gouvernance actuelle, ces bras cassés qui nous gouvernent, mais le mal n'est malheureusement pas nouveau ; profondément ancré, comme on va le voir à travers le prolongement du nucléaire, ses déchets.

Le cas symptomatique a pour nom Dominique Voynet. Défenseurs de l'environnement, Les Verts se sont toujours déclarés opposés à l'enfouissement des déchets du nucléaire. Quelques mois après que Meuse, Haute-Marne, Gard et Vienne se soient vus retenus par l'Etat pour y implanter un « laboratoire de recherche scientifique souterrain », le « Collectif contre l'enfouissement des déchets radioactifs » haut-marnais (CEDRA) organisait sa

première manifestation. Le 17 décembre 1994, parmi les centaines de manifestants (la population totalisant moins de 200 000 âmes), la ville préfecture de Chaumont comptait une candidate à l'élection présidentielle du printemps 1995. Présente dans le cadre de sa campagne, Dominique Voynet lançait un message des plus clairs : n'acceptez pas de laboratoire souterrain, derrière il y a un projet d'enfouir les déchets radioactifs. Juin 1997, nous la retrouvons élue députée puis, dans la foulée, nommée ministre (de l'aménagement du territoire et de l'environnement) dans le tout nouveau gouvernement Jospin. Et là, patatras, le 3 août 1999 elle cosignait un décret « autorisant l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs à installer et exploiter sur le territoire de la commune de Bure (Meuse) un laboratoire souterrain destiné à étudier les formations géologiques profondes où pourraient être stockés des déchets radioactifs. » (108)

Evènement retentissant, cette signature, qui au-delà des déchets nucléaires va faire de profonds dégâts chez les militants de sa formation politique et, bien plus grave, dans l'opinion publique alimentant la crise de confiance envers élus et monde politique, ainsi que le « tous pourris ». Pendant sa campagne présidentielle, la candidate Voynet avait affiché comme slogan... « la politique autrement ».

Un autre cas, renversant, s'appelle François Hollande qui, pour l'édification des foules, mérite assurément d'être narré en détail. Nous voici, là encore, dans une campagne électorale pour les présidentielles, celle du printemps 2012. A gauche, les semaines se traînent dans une longue et pénible gestation entre le PS et les Verts à la recherche d'un accord basé sur un programme partagé. Rocambolesque, après signature du texte final un paragraphe disparaît, escamoté chez le PS aux ordres d'un Areva imposant que le combustible nucléaire MOX et Bure n'y figurent plus (109). Question honnêteté, ça craint envers les Français. L'affaire semble oubliée mais arrive la veille du premier tour, où l'on voit le candidat Hollande venir à Saint-Dizier (Haute-Marne), à deux jets de fûts de Bure. Après bien des péripéties, un délégué de la « Fédération Grand-Est STOP Déchets Nucléaires » rencontre celui qui allait devenir président et le questionne dans le but de savoir enfin où il en est avec les déchets du nucléaire et avec Bure. L'échange se révèle épique et, malgré la présence d'une cinquantaine de journalistes, seule la « TV Q.V. » (TV Qualité de la Vie) recueillera les images d'un politique emberlificoté dans un explicatif des plus fumeux (110). Un embarras massif révélateur d'un président (élu 2 semaines plus tard) pas opposé à l'enfouissement, à Bure, alors que... Retour en arrière. François Hollande connaît le dossier, ô combien. Début 2000, comme la loi du 30 décembre 1991 l'imposait, le gouvernement lançait une offensive sur seize départements (au sous-sol granitique) pour au final en conserver un dans le but d'y établir un laboratoire souterrain, jumeau de Bure. Parmi ces heureux désignés, la Corrèze, avec un certain François Hollande comme président du Conseil général, ainsi que conseiller régional du Limousin. De par ses mandats locaux, l'élu eut à répondre à de nombreuses interpellations (d'élus, citoyens, socioprofessionnels de l'agriculture, du tourisme, etc) face auxquelles il s'est positionné contre le projet de laboratoire (111), de même qu'« *au conseil régional du Limousin, le PS avec Hollande, le PCF, la droite et CPNT ont voté une motion contre le laboratoire.* » (112). Bizarre, car député à l'époque de la loi du 30 décembre 1991, il avait bien voté ce texte qui actait le lancement de laboratoires souterrains, préludes à l'enfouissement. Récapitulons : un François Hollande pour le labo d'enfouissement à l'occasion de la loi Bataille en 1991, puis contre dans sa circonscription et sa région en 2000, et est à nouveau favorable en 2012 (avec Bure), sans trop oser le dire, à la veille de son élection. Et comme dirait le candidat dans son allocution au soir du premier tour : « *je suis le candidat du rassemblement de tous les citoyens attachés à une République enfin exemplaire (...) [pour] réussir une alternance qui redonne confiance aux Français dans l'action politique et dans la morale publique* »

Défenseurs de belles valeurs, le personnage. Au point qu'on a pu le voir à l'œuvre juste après l'épisode du second laboratoire. Le « Comité local d'information et de suivi » de Bure (CLIS) étant intrigué par les motifs de son refus d'un labo dans son fief, le président du Clis (le préfet de la Meuse à cette époque) l'invita dès juin 2000 à venir s'expliquer. Demande également formulée par le député socialiste local, François Dosé, représentant l'Assemblée nationale au Clis. Dix mois durant, lancées et relancées les invitations resteront lettres mortes pour, de guerre lasse, être abandonnées.

Hollande élu, restait à percer le flou entretenu sur Bure. L'occasion se présentait en février 2013 par le déplacement à Bure de sa ministre de « l'écologie et du développement durable », Delphine Batho. Un déplacement dans lequel elle octroyait une très courte rencontre avec les associations opposées à l'enfouissement, non par souci de concertation démocratique mais par forte pression de celles-ci. D'ailleurs, en une minute la messe était dite, par la question d'entrée. Le président, répétant à l'envi qu'il accordait une grande importance à la moralisation de la vie politique, Bure allait-il servir d'exemple phare en annonçant, ici, que le robinet de la corruption (les fameuses dizaines de millions d'euros déversées chaque année) allait être fermés ? Au vu de l'épais embarras de l'intéressée, la messe en effet était dite.

Chez les politiques, une constance transparait : pour duper le peuple, rien de tel que de clamer la rupture avec le « avant ». Le « changement c'est maintenant » pour certain, le « nouveau monde » pour tel autre. Celui-là, justement, puisqu'il nous concerne tous présentement. Ministre de François Hollande, le fringant Macron écrivait une « Loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques », qualifiée plus simplement de « loi Macron ». Surprise, dans le texte initial (novembre 2014) le Cigéo de Bure y avait été subrepticement glissé. Rappelons-nous, Cigéo le sparadrap ad hoc des élus. Un Cigéo qui, dans la loi précédente dite de « transition énergétique pour la croissance verte » avait suscité une frénésie d'amendements extravagants (pour faire passer le projet), retoqués les uns après les autres. A travers la loi Macron, voici donc le Cigéo revenu, par l'article 72 (sur un total de 163) renseignant sur l'état d'esprit des décideurs. Le titre de l'article, tout d'abord : « Procédure d'autorisation des centres de stockage en couche géologique profonde ». Oui, lecteur, tu lis bien « des » sites d'enfouissement. Voilà un rédacteur qui ne domine manifestement pas son sujet, et pour une loi ça l'a fiche mal. Le contenu, ensuite. Cigéo se trouve glissé dans cette loi, pourquoi ? L'argumentaire laisse perplexe : chantier hors norme, par son coût, par sa durée, et donc par l'emploi attendu (qui dans le texte est même chiffré). Voilà donc Cigéo vu par le seul prisme de l'emploi ! Ça en dit long là aussi sur l'état l'esprit général. Enfin, le texte voté (15 juillet 2015) et le Conseil constitutionnel saisi par des députés et sénateurs, celui-ci retoquera l'article sur Cigéo au motif qu'il s'agit d'un « cavalier législatif » (décision du 5 août 2015), signifiant qu'un tel contenu n'avait rien à faire dans une telle loi. Ignorance, incompétence du ministre Macron porteur de la loi, ou volonté délibérée de passage en force ?

Peut-être avons-nous affaire là au Macron de l'ancien monde. Sauf qu'en décembre dernier, à l'occasion du débat sur le projet de « loi de finances pour 2018 » à l'Assemblée nationale, les députés découvraient un étonnant amendement « présenté par le gouvernement ». Un amendement, déposé en catimini, pour transformer la fiscalité liée au site d'enfouissement (à Bure) dans le but d' « étendre le périmètre de redistribution de la taxe de stockage », donc à faire en sorte qu'il y ait plus de mains qui puissent plonger dans le pot de confiture (113). La colère de quelques députés présents faisait capoter cette nouvelle manœuvre.

Le visage du nouveau monde reste décidément figé sur l'ancien.

De tous les épisodes ci-dessus relatés, il s'avère que la mouise étatique n'est décidément pas attachée à telle étiquette politique ou telle couleur de parti. Et si l'on n'y a point vu ni de Jacques Chirac, ni de Nicolas Sarkozy, ils furent néanmoins « aussi pires », aveuglés, bornés face au nucléaire et ses déchets.

(108)

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000396758&categorieLien=id>

(109) [http://www.lemonde.fr/politique/article/2011/11/16/la-curieuse-disparition-du-mox-de-l-accord-verts-ps\\_1604278\\_823448.html](http://www.lemonde.fr/politique/article/2011/11/16/la-curieuse-disparition-du-mox-de-l-accord-verts-ps_1604278_823448.html)

(110) <https://www.dailymotion.com/video/xq9vcb>

(111) L'ASV (Association de St-Julien-en-Vendômois, en Corrèze) dans un courrier citant François Hollande « *qu'ici et ailleurs, il était opposé à ce projet* » in bulletin « Bien Profond » n° 3 du 26 mai 2000 (<http://bienprofond.free.fr/bienprofond/bp3.pdf>)

(112) [http://www.liberation.fr/societe/2000/04/15/nucleaire-la-mission-granit-s-effrite-le-gouvernement-prend-acte-de-l-hostilite-soulevee-par-son-pro\\_322397](http://www.liberation.fr/societe/2000/04/15/nucleaire-la-mission-granit-s-effrite-le-gouvernement-prend-acte-de-l-hostilite-soulevee-par-son-pro_322397)

(113) <http://roland.corrier.over-blog.com/2017/12/cigeo-l-achat-des-consciences-ne-fait-pas-l-unanimite.html>

## Obsédés par le trou de Bure

Ces déchets, spectaculaire patate chaude, plutôt que de s'atteler à la réflexion d'une solution véritable le politique tente de se débarrasser du fardeau en l'éloignant des yeux et de l'attention, en l'enfouissant, tout en (s') abusant par l'expression de « moins mauvaise solution ».

Bien évidemment, tous les pays nucléarisés (pour leur électricité, armement, recherche, santé) vivent une galère identique et l'« Agence internationale de l'énergie atomique » (AIEA) ayant échoué à trouver une solution, elle pousse à se défaire des déchets par le « stockage profond ». Nucléophile elle aussi par son traité Euratom, l'Union européenne impose l'enfouissement à ses états membres (directive du 19 juillet 2011). De là, on verra l'« Agence pour la gestion des déchets radioactifs » (ANDRA) justifier son trou de Bure par un « *mais tous le font* ». Et tous les ânes à travers le monde se dédouanent en marmonnant la formule uniforme. Pas vertueux pour deux sous, de se camoufler derrière les autres. Encore moins de s'enfermer à produire de ces poisons ingérables. Le fond étant atteint par le piteux « *pour ou contre le nucléaire, les déchets radioactifs sont là* », seriné par celles et ceux sans argument (encore récemment par l'ex-ministre Batho) (114). Notre pays se noie dans la piscine à déchets, les gouvernants se complaisent dans cet état plutôt que de réagir vigoureusement.

Obsédés par le trou de Bure, ils en perdent la raison au point de se déconnecter de la réalité. La planète connaît trois sites majeurs d'enfouissement, à plusieurs centaines de mètres de profondeur, pour des produits radioactifs ou chimiques : Asse en Allemagne, Carlsbad aux Etats-Unis (WIPP), Wittelsheim en France (StocaMine). Les trois, sans exception, sont partis en sucette après seulement quelques années d'exploitation, par incendie de déchets, explosion de conteneur ou inondation souterraine. Que faire ? A quel coût ? Avec quels risques pour les intervenants ? Quels enseignements ? Très mauvais tout ça pour son Cigéo de Bure, voilà donc l'Andra clamant qu'on ne peut pas comparer, que les déchets ne sont pas les mêmes que ceux prévus à Bure, que le sous-sol n'est pas de même texture, etc. Sauf que. Ce que l'Andra omet de dire c'est que, pour chacun des trois sites, exploitants et Etat avaient assuré les populations locales que tout était calculé, modélisé, et que la sûreté était garantie, sur des milliers d'années. A Asse, l'Andra avait même participé aux études. Pour StocaMine, comme à Bure aujourd'hui, une réversibilité avait été promise, garantie (possibilité de récupérer ce qui avait été stocké). Mais ça c'était « avant », l'Etat venant de décider de ne ressortir qu'une partie des déchets enfouis (pour quelles conséquences ? les générations futures en seront les cobayes).

Confiance, dans l'enfouissement ? « *Tromper quelques personnes tout le temps est possible, tromper tout le monde un certain temps aussi mais tromper tout le monde tout le temps ne l'est pas* », professait Abraham Lincoln. De fait, le vent tourne. Des pays cités en exemple ou précurseurs dans l'aventure du stockage profond trébuchent sur les aspects techniques : Suède, Belgique, Suisse, Allemagne, France, etc. Pire encore, dans quasi tous les pays nucléarisés les populations se rebiffent. Les miroirs aux alouettes ne fonctionnent plus. Débauche d'argent et promesses d'emplois à la pelle font de moins en moins illusion, les enjeux n'étant pas là mais bien sur les risques illimités et rejetés sur les milliers de générations à venir.

A Bure, ça coince dur. Les « responsables » vont-ils s'éveiller et en revenir au bon sens ? Non, c'est un nouveau lapin qu'en début d'année 2018 le ministre Hulot sort du chapeau : con-cer-ta-tion et dialogue (115). Terrible aveu, concédant qu'avant, depuis fin 1993, il n'y en eut point, donnant ainsi raison à celles et ceux qui sur place dénonçaient vigoureusement une absence de démocratie. Concertation et dialogue ? Qu'on en juge.

Installé ministre, Monsieur Hulot recevait responsable de l'Andra, député de Bure et autres enfouisseurs. Et les associations de citoyens résistants dans la région de Bure (péjorativement dénommés « opposants ») ? Que nenni. Ni après la manifestation d'août 2017 qui vit une grenade de la gendarmerie fracasser le pied d'un jeune homme. Ni après une, deux, trois, quatre demandes d'entrevue des associations. Depuis, une rencontre eut bien lieu avec le ministre (7 février 2018), des plus symptomatiques : secrète (interdiction faite aux participants d'en parler et absence de l'agenda ministériel), avec des ONG nationales et une seule association locale sur la douzaine qui a essaimé.

Concertation et dialogue ! Catapulté à Bure le 29 janvier 2018, Sébastien Lecornu, secrétaire d'Etat auprès du ministre Hulot, rencontrera une brochette de « personnalités » et d'élus locaux mais oubliera... population et associations. Ce qui ne l'empêchera pas de se ridiculiser par communiqué de presse en fin de journée : « *En 2018, il faut être encore plus moderne dans la concertation. Le gouvernement y veillera.* » (116) Et il y veilla. Voici comment. Réexpédié à nouveau deux jours durant dans le territoire de Bure (22 et 23 février 2018), le secrétaire Lecornu y invitait les associations, non seulement en quasi dernière minute mais la veille de la rencontre le secteur assistait médusé à une vaste campagne militaire, où cinq cents hommes armés délogeaient du désormais fameux bois Lejuc une armée de... quinze hiboux résistants. En parallèle, la préfète de Meuse, sur place et lourdement robocopiée roucoulait : « *Le dialogue doit reprendre. Ma porte est toujours ouverte.* » (117) Le « nouveau monde », certainement.

Obsédés par le trou de Bure, les gouvernants n'ont pour seule politique d'« acceptabilité » que de se servir dans le tiroir-caisse et, par distribution, de flatter, amadouer, les élus locaux des deux départements de Meuse et de Haute-Marne. Le plus curieux, peut-être, chez ceux-là c'est qu'ils se laissent ainsi béatement « *rouler dans la farine* » (118) ou « *acheter* » (119) alors que leur fonction électorale les oblige à défendre les intérêts réels de leurs concitoyens. Stupides-cupidés, dit-on dans le Soulainois.

(114) <https://twitter.com/franceinfo/status/960789426606608384>

(115) <https://reporterre.net/La-feuille-de-route-de-Nicolas-Hulot-pour-2018>

(116) <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/2018.01.29%20SL-CP-cigeo-bure-vdef.pdf>

(117) <https://www.estrepublikain.fr/actualite/2018/03/02/manifestations-interdites-a-bure>

(118) dixit le maire de Bure

(119) Daniel Ruhland, maire de Montiers-sur-Saulx et conseiller départemental, in L'Est Républicain du 31 janvier 2018

## Chapitre 2 - Bure : « zone de non-droit », mais que fait l'Etat ?

Quand, localement, des Longuet et Sido (sénateurs), Pancher et Cornut-Gentille (députés), Léonard et Lacroix (conseils départementaux), Martin et Fèvre (communautés de communes) et autres se tournent vers l'Etat lui réclamant à cor et à cri plus d'« accompagnement économique » et plus de forces de répression, les populations, elles, ont vu s'installer au fil des années une zone de non-droit.

Gouvernants, parlementaires, élus de toutes statures, oui Bure a été transformé en zone de non-droit. En un sordide Buristan. En un triangle de Bure-mude où toutes les valeurs disparaissent, avec les déchets qu'on veut escamoter. Depuis l'origine du projet, un quart de siècle, les populations subissent le mensonge permanent : sur la réalité du dessein, sur la géologie du secteur (dont une ressource géothermique), sur l'inventaire des déchets (ce qui irait au fond du trou), sur l'ampleur et les risques du projet, etc. Les populations subissent un achat des consciences ou/et du silence sidérant : par « cet argent qui dégouline » (120) à coup de dizaines de millions d'euros chaque année, par les « parrainages » de l'Andra, entreprise d'Etat en situation de monopole, où l'argent devrait être compté et sans vocation à arroser un territoire. Les populations subissent une démocratie bafouée : par des outils pipés (comité local d'information et de suivi, enquêtes publiques, débats publics, organismes

évaluateurs : Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, Autorité de sûreté nucléaire, Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques, Commission nationale d'évaluation), par des lois votées sur des informations tronquées, par une consultation locale refusée, etc. Les populations subissent une légalité piétinée : par une agence d'Etat, l'Andra, défrichant le bois Lejuc et y érigeant un mur sans autorisation, par l'acquisition délirante du dit bois auprès de la commune de Mandres-en-Barrois (acquisition contestée devant les tribunaux par de nombreux habitants), etc. Les populations subissent une militarisation forcenée depuis de longs mois, avec quadrillage journalier par la gendarmerie et menant à une problématique exaspération locale. Les populations subissent une véritable colonisation de la région, avec pour « développement » une prolifération de verrues, ce que sur place on appelle des métastases nucléaires (voir cartes ci-dessous, avant-après)... (121)

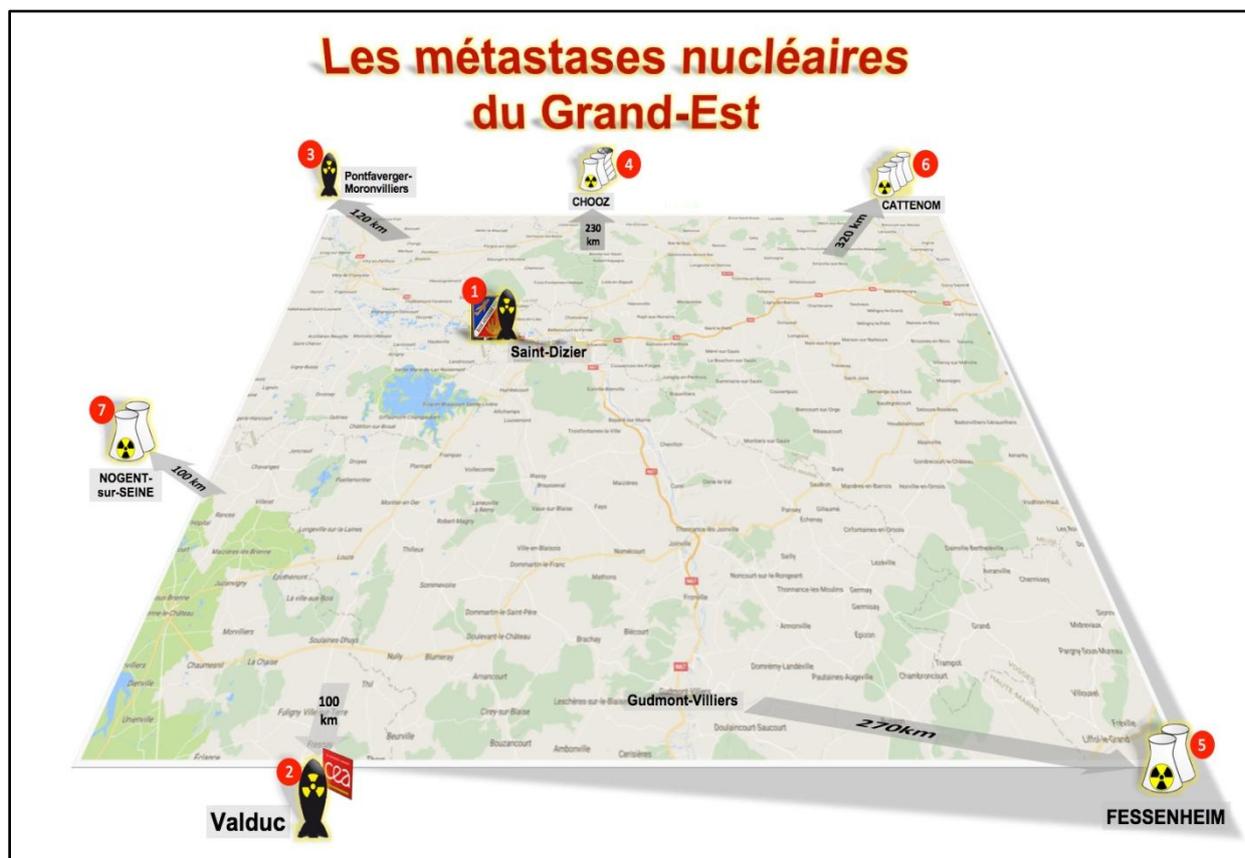
Bure : « zone de non-droit », mais que fait l'Etat, et ses serviteurs ? D'autant qu'à l'occasion du conseil des ministres du 31 janvier 2018 et à propos de Bure, le président Macron a enjoint son ministre de l'intérieur Collomb de « tout mettre en œuvre pour que l'Etat de droit soit respecté. » (122)

Y a plus qu'à !

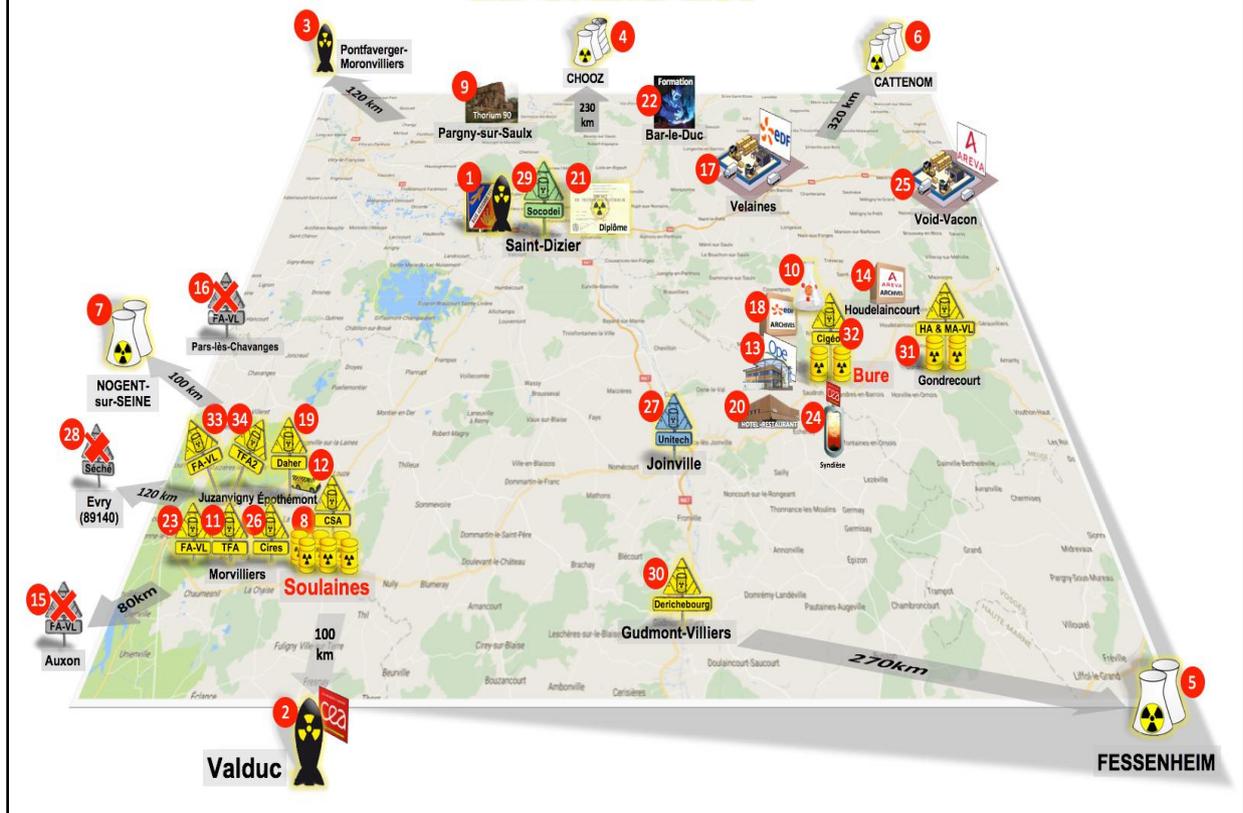
(120) dixit François Dosé, alors député local

(121) Reportage « Nucléaire, le Grand Est au cœur de la tourmente » par Philippe Marque in « Grand Est magazine » n° 7 du 2<sup>ème</sup> trimestre 2017

(122) Le Canard enchaîné du 7 février 2018



## Les métastases nucléaires du Grand-Est



### Chapitre 3 - « En même temps », que mettre à exécution ?

Dans un monde sain et sage, dans un « nouveau monde » de bon aloi, l'Etat se devrait « en même temps » de rétablir une zone démocratique à Bure et de se remettre à la tâche dans une gestion sérieuse des déchets du nucléaire.

Si l'enfouissement se résume à un pari sur l'avenir il ne peut moralement être retenu ni comme solution, ni comme option sûre, d'autant que s'accumulent les critiques venues de différents horizons : scientifiques indépendants, évaluateurs officiels et au sein même de l'Andra. (123)

Si enfouir les déchets radioactifs n'est pas la solution, par contre elle aurait le défaut absolu de priver les générations suivantes d'une VRAIE solution. En effet, enfouis profondément, les déchets ne sauraient être extraits au vu des risques insensés et des coûts faramineux d'une telle opération. Cette fameuse notion de « réversibilité », inventée pour rassurer et donc pour faire accepter Cigéo, se trouve dénoncée par maints spécialistes, jusqu'à l'évaluateur des travaux de l'Andra, l'« Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire » (IRSN) qui, en séminaire à la mi-décembre 2017, vint à lâcher : « nous sommes les premiers à avoir dit que la réversibilité après fermeture, c'était de l'enfumage ! » (124)

Alors, que faire de ces déchets-poisons ?

Nombre d'associations de la région de Bure rétorquent à cette interrogation que ça n'est pas au citoyen de trouver solution, renvoyant industrie nucléaire et pouvoirs publics à leur incurie et responsabilités, géniteurs du colossal problème. Elles n'ont pas tort. Cependant, il se trouve que d'autres associations du secteur émettent un flot nourri de réflexions (CEDRA,

La Q.V., EODRA, groupe ETHIQUE) en proposant, non pas une solution, inexistante à l'heure actuelle, mais une démarche, basée sur le bon sens, l'éthique et le « en même temps » cher au président. Cette démarche pourrait se synthétiser ainsi :

- \* reconnaître que l'enfouissement n'est pas une solution car tant que les décideurs resteront aveugles il ne pourra y avoir d'avancée

- \* et donc geler le trou de Bure par un moratoire

- \* fermer le robinet de la baignoire à déchets, arrêter la production des déchets radioactifs en activant passionnément la prometteuse « transition énergétique »

- \* mettre massivement en branle la recherche pour transformer l'inopportune radioactivité. Par toutes les pistes sans exclusive (physique, chimie, autres), au niveau international (et la France se trouvant là en fer de lance), avec pour cap que l'on n'a pas d'autre choix que de trouver VRAIE solution par éthique vis-à-vis des milliers de générations à venir. Et en conservant à l'esprit que l'on dispose néanmoins de temps puisque l'enfouissement, lui, nécessiterait bien plus d'un siècle (!) Aux pisse-froids prétendant que jamais la science ne trouvera, il sera rétorqué que l'histoire des sciences fourmille d'inventions jugées impossibles, de ces verrous scientifiques que l'humain a réussi à faire sauter, parfois bien involontairement. Et pourquoi ce qui serait impossible pour les déchets nucléaires l'est pour la fusion nucléaire, le fameux projet ITER (125), dans les Bouches-du-Rhône, qu'on a tant vanté et que le « Commissariat à l'énergie atomique » (CEA) présente justement ainsi : « Maîtriser sur Terre une réaction à l'œuvre dans les étoiles, n'est ni plus ni moins qu'un défi civilisationnel équivalent à celui de la conquête de l'espace (...) Ce défi (...) suppose d'importantes ruptures scientifiques et technologiques. » (126)

- \* en même temps qu'est activée la recherche, les déchets seront gérés comme ils le sont actuellement et depuis des décennies, stockés « en surface ». Ils seraient dorénavant insérés dans des conteneurs et silos sécurisés, comme Areva (Orano) vend sa technologie dans des pays étrangers (on sait donc faire ! et certains adoptent donc cette option d'entreposage à sec), ce qui en outre a l'avantage de pouvoir assurer une surveillance continue des dépôts. On voit donc là combien pouvoirs publics et industrie nucléaire se décrédibilisent en affirmant que les opposants à l'enfouissement voudraient stocker les déchets en surface... sur des millénaires

- \* en même temps, dès la prise de conscience initiale, est installée une saine démocratie, en écoutant tout le monde, en mettant tous autour de la table, en diligentant une concertation basée sur honnêteté et volonté.

Avant de quitter ce conséquent problème de société, qui donne tant d'émoi à d'innombrables gouvernants ici et ailleurs, soulignons un remarquable travail d'investigation mené en 2011-2012 par le « groupe de réflexion sur les enjeux éthiques posés par l'enfouissement » (127). Un groupe de réflexion qui a remis son travail sur le métier, avec une publication fouillée prochainement attendue.

D'une indubitable densité apparaît aujourd'hui le dossier de Bure, lourd d'enjeux et d'une extrême richesse en enseignements. Se dit que progresse dans les tuyaux un ouvrage grand public, propre à éveiller les consciences, détaillant avec force argumentaire comment le projet de « Bure est une imposture ».

(123) [http://www.villesurterre.eu/index.php?option=com\\_content&view=article&id=634](http://www.villesurterre.eu/index.php?option=com_content&view=article&id=634)

(124) <https://cedra52.jimdo.com/2018/02/20/infos-aussi-croustillantes-qu-inqui%C3%A9tantes-issues-du-s%C3%A9minaire-du-13-et-14-d%C3%A9cembre-de-l-irsn-la-confir-mensonge-originel-de-la-r%C3%A9versibilit%C3%A9/>

(125) <https://www.iter.org/fr/proj/inafewlines>

(126) « Les défis du CEA » n° 224 - février 2018

(127)

<http://www.catholique-troyes.cef.fr/assets/medias/documents/GESTION%20DES%20DECHETS%20NUCLEAIRES%20Document%20int%C3%A9gral.pdf>

## Dernière partie

### Et pourtant, les temps changent

Arrivé au terme de cet opus, le lecteur aura saisi qu'il ne s'agissait pas de dresser une encyclopédie du comment la gouvernance est régie par des bras cassés. Bien plus modestement, au travers du cas de l'énergie qu'il connaît plus particulièrement, l'auteur aura cherché à décortiquer fonctionnement et conséquences de l'édifiant système en place. Il n'empêche, un regard lancé au-delà de la seule thématique énergétique confirmera une désespérante continuité entre ancien et « nouveau monde ».

#### Chapitre 1 - Nouveau monde ?

Quelle évolution, positive, dans le drame humain que vivent les malheureux « sans domicile fixe » ? Comment une société et ses dirigeants peuvent-ils n'avoir jamais répondu efficacement à ce drame ? Emmanuel Macron avait annoncé qu'avant la fin de l'année 2017 plus un homme ne serait à la rue, n'y dormirait. Résultat : fin janvier 2018, le secrétaire d'État en charge du logement, Julien Denormandie, affirmait que seule une cinquantaine d'hommes isolés restaient à dormir dans la rue pour toute l'Île-de-France (128). Information fracassée peu de temps après par un recensement citoyen qui en comptabilisait plusieurs milliers, et alors que sévissait une vague de froid. Intolérable fake news.

Quelle évolution, positive, dans le drame humain que vivent les migrants ? De pauvres hères montrés du doigt, rejetés, voire combattus, et alors que chacun sait - ou devrait savoir - ce qui essentiellement les pousse à fuir leur pays : la misère, la persécution, la guerre, qui ont aussi poussé nos parents à trouver refuge à l'étranger quand notre histoire déraisonnait. S'intéresse-t-on aux causes, dans la politique actuelle ? Y a-t-il d'ailleurs une politique, au vu de gestes tel celui de Raphaël Pitti, médecin et élu de Metz, soutien d'Emmanuel Macron et qui a renvoyé à celui-ci la légion d'honneur qu'il lui avait remise ? (129)

Quelle évolution, positive, dans le drame humain où s'enfoncent les EHPAD (dénomination pompeuse pour les ex maisons de retraite) dont la corde a tant été tirée qu'une grève générale, du jamais vu, a secoué le pays début 2018 ? Les mots déshumanisation, sous-effectifs, pensions inabordables traduisent les maux qui frappent nos anciens, leurs familles et les personnels.

Quelle évolution, positive, quand les signaux d'alerte s'allument en de multiples secteurs : système de santé, médecine hospitalière, médecine de ville (et de campagne, où les manques sont criants), transports ferroviaires, justice et système pénitentiaire, université, et tant d'autres domaines qui affectent quotidiennement la vie des Français. Sans omettre des polémiques si intenses que l'obstination du pouvoir en devient des plus suspectes : multi vaccination (130 et 131), compteurs dits communicants tels Linky (132) et autre Gazpar (133), etc.

Stop, clameront les gouvernants actuels. Ils nous diront avoir trouvé le pays comme ça. La ritournelle est connue, elle est servie par chaque nouveau locataire arrivant à l'Élysée. Mais voilà, le refrain n'est plus recevable car lorsqu'on aspire à piloter le pays on s'y prépare, on s'adjoint une équipe de spécialistes, on élabore la trame d'un programme.

(128) <https://la-bas.org/la-bas-magazine/chroniques/m-le-secetaire-d-etat-il-y-a-bien-plus-de-50-sans-abris-en-ile-de-france>

(129) [http://www.lepoint.fr/politique/soutien-de-macron-raphael-pitti-lui-rend-sa-legion-d-honneur-29-12-2017-2183144\\_20.php](http://www.lepoint.fr/politique/soutien-de-macron-raphael-pitti-lui-rend-sa-legion-d-honneur-29-12-2017-2183144_20.php)

(130) <https://www.11vaccinsobligatoires.com/appel-au-grand-public/>

(131) <https://reporterre.net/Vaccins-et-aluminium-ce-danger-que-l-Etat-refuse-de-voir>

(132) [http://www.lemonde.fr/idees/article/2018/03/12/plus-de-500-municipalites-s-opposent-aux-compteurs-linky\\_5269690\\_3232.html](http://www.lemonde.fr/idees/article/2018/03/12/plus-de-500-municipalites-s-opposent-aux-compteurs-linky_5269690_3232.html)

(133) <http://refus.linky.gazpar.free.fr>

## Chapitre 2 - Ont-ils conscience que les temps changent ?

En réalité - à cause d'avoir été tant échaudé, abusé, trompé ? - le peuple de France (que de France ?) aspire moins à un programme qu'à un état d'esprit.

Imaginons des élus et élues, à quelque niveau que ce soit, qui n'aient pour guide que l'intégrité, l'honnêteté, alliées à des compétences de bon aloi pour gérer les dossiers qui leur incombent, pour décider de la politique à mener. Des élus et élues ayant pour boussole éthique et intérêt commun, et non soumission à d'innombrables lobbies ou intérêts particuliers. Manifestement, ce souhait hier imperceptible s'avère de plus en plus prégnant chez nos concitoyens.

L'emblématique maire de Sévran, Stéphane Gatigon, fin mars annonce sa démission car il attendait qu' Emmanuel Macron « casse les murs » (134). Jacques Neiryck, qui a chu dans la vie politique après quarante années de travail scientifique, n'accepte pas « *que tout y est affaire d'opinion, même les faits avérés qui sont tus, s'ils contredisent les idéologies.* » (135) Les GPIL, les fameux « Grands projets inutiles (ou ineptes) et imposés », hier laissaient de marbre les populations tandis que par dizaines leur justification se trouve aujourd'hui, et de plus en plus, contestée. Comment parler, là, d'intérêt général quand les riverains subissent mensonge, dossier pipé, démocratie pervertie, répression ?

Les temps changent. Pas les bras cassés qui gouvernent : « *Le Premier ministre Edouard Philippe avait affirmé le 17 janvier dernier que le projet d'aéroport [Notre dame des Landes] était définitivement annulé. Tout était dit - ou presque. Il ne restait qu'à organiser la vente ou la location des 1650 hectares de terres aujourd'hui détenues par l'Etat, soit à des structures collectives (par exemple une Société civile comme au Larzac) ou individuelles, soit un mélange des deux. Mais le gouvernement a refusé le mode de propriété collectif avec un modèle d'agriculture paysanne souhaité par de nombreux occupants non-violents, qui aurait permis un retour à la légalité en douceur et le départ des zadistes violents. Et le gouvernement a envoyé 2500 gendarmes lundi 9 avril au matin. Un gâchis.* » (136)

(134) [https://www.francetvinfo.fr/politique/emmanuel-macron/demission-du-maire-de-sevran-stephane-gatigon-attendait-qu-emmanuel-macron-casse-les-murs\\_2677938.html#xtor=EPR-2-\[newsletterquotidienne\]-20180328-\[lestitres-coldroite/titre4](https://www.francetvinfo.fr/politique/emmanuel-macron/demission-du-maire-de-sevran-stephane-gatigon-attendait-qu-emmanuel-macron-casse-les-murs_2677938.html#xtor=EPR-2-[newsletterquotidienne]-20180328-[lestitres-coldroite/titre4)

(135) <https://www.letemps.ch/opinions/science-nest-une-opinion>

(136) Trimestriel L'Ecologiste - Lettre d'avril 2018

## Chapitre 3 - Ils s'accrochent, mais il n'y a pas de fatalité

Quand les bras cassés se retranchent derrière la notion de « démocratie représentative », le peuple, lui, crie « démocratie participative ». Pléonasme d'ailleurs, toute saine démocratie ne pouvant être que participative : pour le peuple, avec le peuple, par le peuple. Ce qui signifie que tout autre fonctionnement ne peut être, à minima, que suspect.

Un peuple qui ne se retrouve pas, qui ne se retrouve plus, dans ce qu'il faut bien voir comme un accaparement du pouvoir, avec des élus-élues qui s'octroient de véritables chèques en blanc.

Mais, de fatalité il n'y a pas !

Quand dans l'ancien monde, Jean Rostand quémandait : « *L'obligation de subir nous donne le droit de Savoir* »,

Quand, plus proche de nous, Stéphane Hessel secouait le fatalisme en haranguant : « *Indignez-vous* »,

Le nouveau monde, lui, voulant voir les vieux carcans exploser, indique la méthode : « *Pour ne plus subir, AGIR !* »

oooooo

Au terme de cet opus, et puisque le nucléaire en a été le fil rouge, laissons la parole à deux éminents spécialistes du domaine.

Marie Curie : « *Dans la vie, rien n'est à craindre, tout est à comprendre.* » Ne pas craindre ce système qui nous gouverne, le comprendre, pour mieux le transformer.

Albert Einstein :

*Le problème aujourd'hui n'est pas l'énergie atomique, mais le cœur des hommes.*

*Il est hélas devenu évident aujourd'hui que notre technologie a dépassé notre humanité.*

*Il ne faut pas compter sur ceux qui ont créé les problèmes pour les résoudre.*

*Le monde est dangereux à vivre non pas tant à cause de ceux qui font le mal, mais à cause de ceux qui regardent et laissent faire.*